

SEANCE PLENIERE

du

JEUDI 26 AVRIL 2007

Après-midi

PLENUMVERGADERING

van

DONDERDAG 26 APRIL 2007

Namiddag

La séance est ouverte à 14 h 25 par M. Herman De Croo, président.

Une série de communications et de décisions doivent être portées à la connaissance de la Chambre. Elles seront publiées sur le site web de la Chambre et insérées dans l'annexe du compte rendu intégral de cette séance.

Excusés

Raisons de santé : Alisson De Clercq

UIP : Geert Versnick

Gouvernement fédéral

Marc Verwilghen, ministre de l'Économie, de l'Énergie, du Commerce extérieur et de la Politique scientifique : en mission à l'étranger (Barcelone)

Vincent Van Quickenborne, secrétaire d'État à la Simplification administrative : en mission à l'étranger (Oslo)

Jean-Marc Nollet (ECOLO) : Pour éviter un second malentendu, je voudrais vérifier que la question de Mme Gerkens à M. Flahaut sera bien posée après la réunion du ministre à 16 heures, ceci afin que le débat soit pertinent. Sinon, nous nous retrouverons confrontés à la même situation qu'hier en commission, où le ministre ne répond pas et tente de se soustraire au contrôle parlementaire.

Le président : Le ministre a dit en commission à Mme Gerkens qu'il avait à 16 heures un entretien dont dépendait sa décision. La conclusion était qu'il était inutile d'interroger le ministre avant 16 heures, ce que j'ai communiqué à l'intéressée. Nous verrons tout à l'heure ce qu'il en est.

Paul Tant (CD&V) : Voilà une preuve supplémentaire du mépris affiché par le gouvernement pour le Parlement et son président. Les accords doivent être respectés. Chacun en convient, également les membres des partis de la majorité. Je regrette qu'aucun membre du gouvernement ne soit présent.

De **voorzitter** : Il s'agit d'un malentendu mais il va de soi qu'ils devraient être présents.

Francis Van den Eynde (Vlaams Belang) : J'ai posé une question à tous les ministres et secrétaires d'État sur les montants qu'ils ont versé au cours des quatre dernières années au bureau d'avocats du mari de Mme Onkelinx. La plupart ont répondu, sauf MM. Dewael et Flahaut qui s'y sont refusés. Ceci est la dernière séance. Le président pourrait-il leur demander d'encore répondre? Auraient-ils quelque chose à cacher ?

Le président : Je ne le pense pas mais j'ignore pourquoi ils n'ont pas répondu. Je prendrai contact avec eux dans le courant de l'après-midi.

Francis Van den Eynde (Vlaams Belang) : J'ai d'abord posé la question par écrit et, en l'absence de réponse, je l'ai formulée ensuite oralement. Ils m'ont dit qu'ils refusaient de répondre à ma question.

Le président : Je vais leur en demander la raison

La séance est suspendue à 14 h 18.

Elle est reprise à 14 h 30.

Questions

01 Question de M. Dirk Van der Maelen au vice-premier ministre et ministre des Finances sur "la controverse autour de M. Wolfowitz, président de la Banque mondiale" (n° P1909)

01.01 **Dirk Van der Maelen** (sp.a-spirit) : Le président de la Banque mondiale, M. Wolfowitz, s'est rendu coupable de népotisme. Les ministres des Finances et de la Coopération au développement s'inquiètent de sa crédibilité comme président et se demandent s'il est en mesure de continuer à exercer sa fonction. Les ministres allemand, britannique et néerlandais considèrent que la situation est délicate et que M. Wolfowitz ne peut pas rester à la tête de la banque mondiale.

Pourquoi rien n'a-t-il été dit à propos du point de vue de notre ministre des Finances ou de son représentant à la réunion de la Banque mondiale à Washington ? M. Reynders pense-t-il que M. Wolfowitz peut conserver la présidence ?

01.02 **Didier Reynders**, ministre (*en néerlandais*) : Plusieurs communiqués de Belga traduisent mon point de vue.

Je relève que le ministre allemand des Finances – un socialiste – n'a pas assisté à la réunion de Washington parce qu'il était en safari avec sa famille. Il est pourtant l'actuel président du G8 et de l'UE.

Avec mon homologue espagnol, M. Solbes, j'ai demandé un certain nombre de réunions avec, notamment, notre collègue américain, M. Paulson. Nous avons préconisé un examen attentif de la situation. Cet examen par un comité distinct sera réalisé.

J'ai rédigé une déclaration en vue de la réunion de la Banque mondiale et j'ai déposé un dossier sur la table de notre groupe de dix pays. J'ai sollicité le point de vue des différents pays et tous sont demandeurs d'une enquête. J'ai voulu faire de même avec un certain nombre de collègues européens mais le ministre allemand était malheureusement absent.

Nous avons, par la voie d'un communiqué, demandé à la Banque mondiale de réagir et une enquête va être ouverte. Il est clair qu'il s'agit d'un problème de taille mais nous devons attendre les résultats de l'enquête et les réactions des autres pays. J'ai en tout cas adopté un point de vue clair.

01.03 **Dirk Van der Maelen** (sp.a-spirit) : Lors de son entrée en fonction, M. Wolfensohn a déclaré que les pays désireux de bénéficier de l'aide de la Banque mondiale devaient faire la preuve d'une bonne administration et devaient entreprendre de lutter contre la corruption. Or confier une fonction à son partenaire au ministère américain des Affaires étrangères et lui allouer une rémunération plus élevée que celle de la ministre Rice elle-même ne témoigne pas d'une bonne administration.

Je ne comprends pas les hésitations de M. Reynders. Il a demandé une enquête mais l'Allemagne, la Grande-Bretagne et les Pays-Bas ont adopté un point de vue beaucoup plus clair et estiment que M. Wolfowitz ne peut pas conserver son poste. Le ministre persiste-t-il dans son attitude attentiste ?

01.04 **Didier Reynders**, ministre (*en néerlandais*) : Mon point de vue reflète la position unanime de l'ensemble de l'eurogroupe, donc également du collègue allemand absent à Washington.

M. Van der Maelen évoque M. Wolfensohn, le président précédent, mais je présume qu'il vise M. Wolfowitz.

01.05 **Dirk Van der Maelen** (sp.a-spirit) : Je regrette que notre ministre ne se rallie pas à la position claire de l'Allemagne, des Pays-Bas et de la Grande-Bretagne.

L'incident est clos.

02 Question de M. Luc Gustin au vice-premier ministre et ministre des Finances sur "l'attestation fiscale délivrée dans le cadre de CAP 48" (n° P1910)

02.01 Melchior Wathelet (cdH) : J'insiste pour que le vice-premier ministre et ministre des Finances réponde en cette qualité et non en tant que président de parti !

02.02 Luc Gustin (MR) : Mme Delvaux, candidate cdH au Sénat a envoyé quatorze mille lettres dans le cadre de l'opération CAP 48 organisée par la RTBF. Je ne critique pas ce genre d'opérations, très utiles en soi, mais je me demande si ce courrier n'est pas une pratique abusive à des fins électorales. De plus, le président de CAP 48 explique que le courrier tient lieu d'attestation fiscale qui, jointe à la déclaration, permet de récupérer entre 35 et 50 % du don. Qu'en pensez-vous ?

02.03 Didier Reynders, ministre (*en français*) : CAP 48 bénéficie de la déductibilité fiscale des dons ; nous avons même proposé de l'exonérer de la TVA pour un certain nombre d'opérations.

L'administration fiscale vérifie les conditions dans lesquelles les opérations se déroulent. Ce qui me surprend ici, c'est qu'on me fasse parvenir des attestations certifiées par le représentant de l'association le 15 avril 2007, alors que, selon les commentaires des responsables, ces attestations devaient arriver bien plus tôt aux donateurs. Tous les documents auraient été transmis dès le 23 mars, avec obligation pour La Poste de délivrer les courriers pour le 6 avril. Cela pose problème, car je n'ai jamais vu personne certifier une attestation de don fiscal à une date ultérieure à la signature. J'interrogerai donc mon administration à ce sujet.

Enfin, je remettrai le dossier au président de la Chambre, afin qu'en soit examiné l'aspect touchant au respect des règles en matière de dépenses électorales, qui ne concerne pas mon département.

J'ajoute que les Finances n'ont pas l'habitude de recevoir des attestations fiscales signées par une personne étrangère à l'association concernée, mais j'ai cru comprendre qu'il y avait deux courriers différents.

02.04 Luc Gustin (MR) : Je ne puis que conseiller à Mme Delvaux de répertorier ce courrier dans ses dépenses électorales.

L'incident est clos.

03 Questions jointes de

- **Mme Marie Nagy au premier ministre sur "les nuisances sonores aux abords de l'aéroport de Bruxelles-National" (n° P1907)**

- **Mme Joëlle Milquet au premier ministre sur "les nuisances sonores aux abords de l'aéroport de Bruxelles-National" (n° P1908)**

03.01 Marie Nagy (ECOLO) : Le 10 mai, l'État belge tombera sous le coup des astreintes décidées par le tribunal des référés. À l'issue du Comité de concertation, le premier ministre a déclaré, de façon surprenante, qu'il était favorable à une refédéralisation des normes de bruit. Or, en l'occurrence, l'origine du problème n'est pas dans les normes de bruit mais bien dans la gestion du dossier par le ministre Landuyt.

Le premier ministre confirme-t-il ces déclarations, qui sont un aveu d'impuissance du gouvernement à assumer ses compétences ?

03.02 Joëlle Milquet (cdH) : Après quatre ans d'inactivité, vingt et une décisions de Justice et 750.000 euros d'amende, hier, au lieu de modifier le plan de dispersion, le premier ministre a proposé comme seule solution une refédéralisation des normes de bruit, alors que ce qui pose problème, c'est un plan de dispersion inique et dont la modification relève exclusivement de la compétence du gouvernement fédéral.

Que va faire le gouvernement dans les dernières semaines qui lui restent pour trouver une solution ?

03.03 **Guy Verhofstadt**, premier ministre (*en français*) : Il a été décidé lors du Comité de concertation du 30 mars 2007 que la Région flamande et la Région de Bruxelles-Capitale présenteraient une proposition commune visant à éviter les astreintes et portant sur une adaptation, si besoin est, des normes de bruit et du plan de dispersion.

Force a été de constater le 25 avril que les deux gouvernements ont leurs positions propres, mais ne sont pas parvenus à un accord.

Le problème n'est pas dans le plan de dispersion, mais bien dans l'interdépendance entre ce plan et les normes de bruit. Il est en effet idiot qu'un avion soit soumis à des normes régionales différentes dans l'espace de quelques minutes, en fonction du territoire qu'il survole. Une bonne solution, après toutes les tentatives du ministre Landuyt, serait de remettre ces normes de bruit entre les mains du gouvernement fédéral.

Une refédéralisation ne devrait d'ailleurs pas déplaire au parti de Mme Milquet.

03.04 **Marie Nagy** (ECOLO) : On constate de nouveau la même inaptitude du gouvernement fédéral à exercer sa compétence en la matière.

La difficulté vient bien du plan de dispersion, dont la base est uniquement communautaire et vise à préserver une partie de l'électorat de M. Bert Anciaux.

Seuls 6 % des vols transgressent les normes de bruit, le problème est plus vaste et concerne les routes, les appareils inadéquats, etc.

En plus des 750.000 euros d'amende, 1.162.579 euros de frais de procédure ont été occasionnés par cet entêtement à ne pas vouloir trouver de solution à un problème technique qui a été résolu partout ailleurs en Europe.

03.05 **Joëlle Milquet** (cdH) : Et voici que soudain, vous, vous avez une envie de refédéralisation !

Un accord de coopération n'est pas nécessaire pour les normes de bruit, car le problème vient de l'incapacité du gouvernement à trouver un accord sur le plan de dispersion. Il ne lui reste dès lors qu'à renvoyer la responsabilité sur d'autres niveaux de pouvoir !

L'incident est clos.

04 **Question de M. Mohammed Boukourna au ministre des Affaires étrangères sur "la politique de décommunisation menée par le gouvernement polonais" (n° P1912)**

04.01 **Mohammed Boukourna** (PS) : Depuis le 15 mars, la nouvelle loi, connue sous le nom de « loi de décommunisation » est entrée en vigueur en Pologne. Elle fait suite à une législation de 1997, qui oblige à déclarer par écrit qu'on n'a pas collaboré avec la police politique communiste. Des centaines de milliers de personnes, notamment des enseignants, y sont soumis.

L'ancien ministre des Affaires étrangères, M. Bronislaw Geremek, a refusé de se soumettre à cette loi, estimant qu'elle porte atteinte à ses droits fondamentaux. À l'exception de l'extrême droite, tous les groupes du Parlement européen, dont la commission des Affaires juridiques se saisira bientôt du dossier, ont déclaré leur soutien à cette prise de position.

Quelle attitude la Belgique adoptera-t-elle vis-à-vis de ce qu'on peut appeler une politique excessive de la Pologne ?

N'est-il pas opportun de soutenir tous ceux qui ont à subir cette loi ?

Une approche des autorités polonaises n'est-elle pas possible en vue d'éviter que l'application de cette loi ne devienne une chasse aux sorcières ?

04.02 Karel De Gucht, ministre (*en français*) : La nouvelle législation s'applique à près de 700.000 personnes, ce qui est bien plus que la loi précédente. En soi, demander aux gens s'ils ont été impliqués dans le régime communiste n'est pas contraire aux droits fondamentaux. Il faudra juger sur pièces l'application de la nouvelle loi. Nous suivrons cette question. Je comprends l'attitude de M. Geremek. Le soutien du Parlement européen est un signal important.

04.03 Mohammed Boukourna (PS) : L'ombudsman polonais considère déjà que les sanctions prévues sont disproportionnées. Il faut toujours se méfier de ces polices de la mémoire.

L'incident est clos.

05 Question de M. Luc Sevenhans au ministre de la Défense sur "la nomination de deux hauts fonctionnaires à l'Institut National des Invalides de Guerre, Anciens Combattants et Victimes de Guerre (INIG) pour la lutte contre l'extrême droite" (n° P1914)

05.01 Luc Sevenhans (Vlaams Belang) : J'aurais encore voulu poser plusieurs questions au ministre, et le choix fut difficile. La présente question sortait cependant largement du lot.

Une fausse proposition de loi a été introduite ici-même fin janvier par le *fanclub* du ministre, à savoir MM. Monfils et Geerts et Mmes Belhouari et Vautmans. Il s'agissait en fait d'un projet de loi puisqu'il était clairement dicté par le cabinet de M. Flahaut. Le texte paraissait assez neutre et attribuait certaines compétences à l'INIG en vue de lutter contre l'intolérance. Certains pourraient penser qu'il n'y a pas lieu d'y entendre malice.

Un vent favorable m'a mis en possession du texte de l'avant-projet d'arrêté royal que le ministre entend promulguer en exécution de la loi. Celui-ci laisse transparaître clairement son objectif réel, à savoir la nomination de deux hauts fonctionnaires pour combattre le Vlaams Belang. Ces deux fonctionnaires de niveau 4 se voient même attribuer un véritable cabinet.

À qui le ministre songe-t-il pour ces nominations ? Quel est son objectif ? Pourquoi le ministre persiste-t-il à utiliser l'INIG à d'autres fins ?

Le **président** : Monsieur Monfils, la loi a été votée par le Parlement, laissez à présent le gouvernement se charger de son application !

05.02 André Flahaut, ministre (*en français*) : Exactement, Monsieur le président ! Vous venez de répondre à la question vous-même ! Une proposition de loi a été votée par cette assemblée. Je l'exécute et un arrêté royal est en cours de préparation. La procédure administrative et budgétaire suivra. Il n'y a pas encore de nominations en cours.

05.03 Luc Sevenhans (Vlaams Belang) : Avec sa politique de nominations scandaleuse, le ministre a rendu célèbre l'INIG. Il souhaite à présent une nouvelle fois, sous le couvert d'une proposition de loi, forcer deux nominations. S'agit-il de "placer" quelques personnes ? Avec quels moyens le ministre entend-il payer ces fonctionnaires ? J'espère que le président de la Chambre se rend compte que le personnage qui se trouve à côté de lui aura causé un tort immense à la coalition violette.

L'incident est clos.

05.04 Francis Van den Eynde (Vlaams Belang) : Puis-je rappeler au président qu'il avait été convenu qu'il poserait une question au ministre Flahaut ?

Le **président** : C'est exact. J'ai promis qu'il serait répondu dans les délais à deux questions de M. Van den Eynde, l'une adressée au ministre de la Défense et l'autre au ministre de l'Intérieur. M. Van den Eynde n'a pas à s'inquiéter.

Mme Gerkens est absente pour l'instant ; je reprendrai contact avec vous, Monsieur le ministre.

05.05 André Flahaut, ministre (*en français*) : Mme Gerkens m'a posé hier, en commission de la Justice, cette question à propos du conflit opposant Total Fina à des réfugiés birmans. J'ai rencontré le Front peu commun et la Cour de cassation et j'ai encore un contact cet après-midi avec le procureur fédéral, mais Mme Gerkens estime que j'aurais dû rencontrer ce dernier plus tôt. J'ignore encore si je pourrai lui répondre aujourd'hui.

Est-il correct de poser la même question en commission puis en plénière ?

05.06 Francis Van den Eynde (Vlaams Belang) : J'ai demandé deux fois au ministre quelles sommes ont été versées au bureau d'avocats de l'époux de Mme Onkelinx. En vain. En sa qualité de gardien des droits des députés, le président doit mettre le ministre en demeure de répondre à ma question.

Le **président** : Vous avez entendu ce que j'ai demandé au ministre et je poserai la même question à l'autre ministre concerné.

05.07 André Flahaut, ministre (*en français*) : Mme Gerkens n'étant pas là, je m'en vais !

05.08 Paul Tant (CD&V) : Il avait été convenu que Mme Gerkens pourrait poser sa question après 16 heures.

Le **président** : Cette heure a été modifiée en raison de la rencontre...

05.09 Paul Tant (CD&V) : Il n'empêche que cette question doit pouvoir être posée.

Le **président** : Vous ne voudriez tout de même pas que je la pose au nom de Mme Gerkens ?

L'incident est clos.

06 Questions jointes de

- Mme Véronique Salvi au ministre des Affaires sociales et de la Santé publique sur "le stage des étudiants en dentisterie" (n° P1915)

- M. Luc Goutry au ministre des Affaires sociales et de la Santé publique sur "le stage des étudiants en dentisterie" (n° P1919)

06.01 Véronique Salvi (cdH) : Il semble que les étudiants en dentisterie qui achèvent leurs études cette année devront effectuer une sixième année de formation pratique sur le terrain. Mais tous les élèves qui vont sortir cette année ne sont pas logés à la même enseigne. Cette mesure touche uniquement les étudiants qui ont commencé leurs études en 2002 et qui ont donc parfaitement réussi leurs cinq années. Ils sont mis en balance avec des étudiants qui ont commencé en 2001 qui pourront, eux, commencer à travailler cette année.

Pouvez-vous me donner des informations sur cet éventuel arrêté que vous pourriez prendre afin de permettre à tous les étudiants d'être sur un pied d'égalité ?

06.02 Luc Goutry (CD&V) : La confusion règne en ce qui concerne le stage des dentistes. La situation fait

penser à la confusion qui régnait jusqu'il y a peu à propos du statut des médecins stagiaires. Ceux-ci disposaient également d'un statut *sui generis* qui pouvait aisément conduire à une situation de fausse indépendance. Le ministre a élaboré une solution acceptable pour les médecins. Une solution pourrait aussi être trouvée rapidement pour les dentistes, car il existe déjà un arrêté ministériel depuis 2000 mais celui-ci n'est toutefois pas encore opérationnel. Ceux qui ont entamé leurs études à l'époque en ayant l'illusion qu'ils disposeraient d'un bon statut doivent déchanter.

Qu'en est-il du stage ? Quels arrêtés devront encore être publiés ? Quel statut sera d'application ?

06.03 Rudy Demotte, ministre (*en français*) : Un arrêté ministériel de 2002 fixe les conditions dans les deux stages auxquelles les étudiants doivent, en tout état de cause, se soumettre. Il y a des précédents. On a parfois le sentiment d'une injustice. Mais il s'agit de règles établies et le monde académique, francophone comme néerlandophone, demande unanimement de ne pas reporter la mise en œuvre de ces dispositions. Je m'y tiendrai donc.

(*En néerlandais*) Le stage doit avoir une durée de 1.500 à 1.800 heures au minimum. Les stagiaires devront adopter le statut d'indépendant, pas celui d'aidant. Ils seront dès lors amenés à payer des cotisations sociales. Une indemnité annuelle de 15.000 euros minimum est prévue, ce qui avait déjà été annoncé dans l'arrêté ministériel du 5 avril 2007. Quelques arrêtés royaux devront adapter l'arrêté royal n° 78. Ces arrêtés sont prêts et seront publiés le plus rapidement possible.

06.04 Véronique Salvi (cdH) : Les informations dont je dispose font état d'un jugement des recteurs et des doyens des facultés en faveur du report d'un an justifié par la volonté d'un traitement égalitaire de tous ces étudiants. Je vous demande donc de revenir sur votre décision.

06.05 Luc Goutry (CD&V) : Il est impératif que nous prenions sans tarder toutes les mesures nécessaires à la création d'un statut valable et que nous fassions de même structurellement pour toutes les professions de la santé.

L'incident est clos.

07 Question de M. Guido De Padt au ministre des Affaires sociales et de la Santé publique sur "les retards de paiement aux maisons de repos" (n° P1916)

07.01 Guido De Padt (VLD) : Les maisons de repos ne savent pas à quel point se vouer face à l'absence d'informations concernant le forfait journalier et ne peuvent dès lors pas introduire de factures d'avances auprès de la mutualité, alors qu'elles doivent acquitter les cotisations ONSS. La prime d'attractivité de 40 euros à verser en vertu d'un accord de 2005 suscite également l'inquiétude. L'INAMI affirme que si les maisons de repos publiques n'acquittent pas la prime, les forfaits journaliers ne seront pas communiqués. Le 10 mai, échéance fixée pour l'introduction des factures d'avances, approche à grands pas.

Pourquoi l'INAMI ne parvient-il pas à communiquer les forfaits journaliers en temps voulu ? Comment le ministre compte-t-il remédier à cette situation ? Un report est-il envisagé ? Ou accordera-t-on des avances en attendant la communication de ces données ? L'ONSS accordera-t-il un report de paiement pour les cotisations ?

07.02 Rudy Demotte, ministre (*en néerlandais*) : Les maisons de repos sont financées en premier lieu par les forfaits et ont reçu des informations à ce sujet le 28 mars. Ces informations comportaient des erreurs qu'il convenait de rectifier rapidement. Le 24 avril, les nouveaux forfaits ont été transmis aux maisons de repos. Un problème mineur subsiste en ce qui concerne les maisons de repos rattachées à un CPAS. Certaines dispositions du dernier accord social n'ont pas été mises en œuvre. Une solution pourrait intervenir prochainement. Les forfaits ne risquent nullement d'être perdus. Des informations devaient être fournies pour le 20 avril au plus tard mais cela ne posera aucun problème.

Une autre source de financement garantit l'harmonisation des rémunérations. L'arrêté royal en la matière a été pris lors du dernier Conseil des ministres et est actuellement à l'examen au Conseil d'État. Nous devrions disposer des dernières données pour la fin août au plus tard. En ce qui concerne le financement de la fin de carrière, l'INAMI respecte le calendrier.

07.03 Guido De Padt (VLD) : Je plaide pour un regain de vigilance à l'égard de l'INAMI. Il ne peut être question de voir des CPAS ou des maisons de repos jouer les organes de préfinancement au profit du fédéral. Le ministre doit veiller à ce que les pouvoirs publics fédéraux s'acquittent dans les temps et de façon correcte de la tâche qui leur incombe.

L'incident est clos.

08 Question de M. Carl Devlies à la vice-première ministre et ministre du Budget et de la Protection de la consommation sur "les factures non ordonnancées fin 2006" (n° P1911)

08.01 Carl Devlies (CD&V) : Seul M. Dewael n'a pas répondu aux questions que j'ai posées aux différents membres du gouvernement en ce qui concerne les factures de fin 2006 qui ne figurent pas au budget 2006. Au total, il s'agit de 15.477 factures d'une valeur de 124,6 millions d'euros. Le non-ordonnancement était l'une des mesures adoptées par le gouvernement pour maquiller le budget 2006. En plus des opérations relatives à l'impôt des sociétés – 225 millions d'euros – et à l'impôt des personnes physiques – 850 millions d'euros – une somme totale de 1,2 milliard d'euros a été dégagée.

La ministre confirme-t-elle ces montants et le nombre de factures ? Les conclusions s'appliquent-elles également au département de M. Dewael ? Selon la plupart des membres du gouvernement, le glissement était dû au principe de l'ancre instauré fin 2006 mais certains ministres ont également invoqué les instructions de la Trésorerie. Il s'agit en tout état de cause d'une procédure que les ministres devaient appliquer pour maquiller le budget.

08.02 Freya Van den Bossche, ministre (*en néerlandais*) : L'ancre est fixée plus d'un an à l'avance et permet de réduire l'ensemble des moyens dont chaque département pense disposer. Il ne s'agit donc nullement d'une intervention visant à extraire des ressources.

Étant donné que l'application informatique actuelle ne nous permet pas de savoir quelles factures doivent encore être ordonnancées, nous demandons à chaque département au début du mois de décembre si les moyens attribués suffisent pour payer les factures en suspens. Au début du mois de décembre de l'an passé, nous avons ainsi alloué des moyens supplémentaires aux SPF Justice et Finances.

Au cours des dix dernières années, le pourcentage de factures payées seulement au cours de l'année suivante, est resté quasiment constant, à hauteur de 6 à 8 pour cent. Cette procédure est parfaitement normale et est également appliquée dans le secteur privé et au sein d'autres administrations publiques. En ce qui concerne les autorités fédérales, il s'agissait de 18.262 factures sur un total d'environ 240.000, soit d'un montant de 153,6 millions d'euros sur un total de 2,2 milliards.

Les factures ne sont pas ordonnancées au cours de l'année même pour trois raisons. Le département et la Cour des comptes prennent ainsi le temps de contrôler si les factures sont correctes. La procédure de contrôle interne prend également du temps. Il est parfois question de crédits dissociés ou variables. Enfin, certaines factures arrivent tardivement. Il ne peut être procédé aux ordonnancements que jusqu'à la mi-décembre.

08.03 Carl Devlies (CD&V) : La comparaison avec le secteur privé et avec d'autres autorités n'est pas valable. Le Parlement a d'ailleurs adopté en 2003 une loi interdisant les opérations en question mais le gouvernement en a toujours reporté la mise en oeuvre.

Je persiste à dire que fin 2006, des factures d'un montant de 1,2 milliard d'euros ont été transférées à l'année suivante. Si l'on y ajoute les opérations uniques représentant un montant de 2,4 milliards d'euros, le budget a ainsi été artificiellement enjolivé pour un montant de 3,6 milliards d'euros. Le prochain gouvernement et les générations à venir paieront les pots cassés.

08.04 Freya Van den Bossche, ministre (*en néerlandais*) : L'opposition a sa propre méthode de calcul mais Eurostat a constaté un excédent structurel de 0,3 % pour le budget 2005. L'excédent pour 2006 s'élève à 680 millions d'euros. Plutôt qu'un simple équilibre donc, on enregistre un excédent de 0,2 %. Pourquoi aurais-je dès lors l'intention de reporter le paiement de factures pour un montant de 150 millions d'euros ?

08.05 **Carl Devlies** (CD&V) : La ministre se trompe lourdement. Eurostat a constaté pour 2005 un déficit de 2,3 % du PIB, soit 7 milliards d'euros.

L'incident est clos.

09 **Question de M. Tony Van Parys au ministre de la Mobilité sur "la réaction aux déclarations de la ministre de la Justice concernant l'affaire DHKP-C" (n° P1917)**

09.01 **Tony Van Parys** (CD&V) : La semaine passée, M. Landuyt s'est cru quelque temps compétent en matière de Justice. Son intervention fut cependant loin de plaire à la vraie ministre de la Justice. Cette dernière a déclaré hier en commission de la Justice que ce dossier ne relevait pas de la compétence de M. Landuyt et que ce dernier ne connaissait pas la question, qualifiant son intervention de déplacée.

Par ailleurs, elle a expliqué que la composition du tribunal de Bruges était le fruit d'une décision du premier président de la cour d'appel de Gand et non du ministère public. Le premier président porte dès lors une grande responsabilité dans l'annulation de la procédure. Selon Mme Onkelinx, aucun document n'aurait été dissimulé ou falsifié.

Quelle est la réaction de M. Landuyt face aux explications de Mme Onkelinx ? S'en tient-il à ses précédentes déclarations ?

09.02 **Renaat Landuyt**, ministre (*en néerlandais*) : J'ai fait référence, dans un article d'opinion paru dans le *Morgen*, à un phénomène que j'évoque également dans mon ouvrage *Pro Justitia*. À l'image de la situation aberrante qui prévalait auparavant à la police et à laquelle la réforme des polices a permis de mettre fin, la Justice risque d'arriver à une situation où le parquet fédéral penserait qu'il doit résoudre tous les dossiers, les parquets classiques présents à l'échelon local en étant réduits à un rôle d'observateurs passifs. Je prétendais déjà il y a plus de dix ans que nous devons bien surveiller cette évolution.

J'ai dit dans mon article d'opinion que le procureur participe à la décision car il rend des avis sur les personnes qui deviendront juge. Il est par ailleurs exact qu'un juge de Gand vivait dans la crainte, comme l'a dit Mme Onkelinx. Selon l'arrêt de la Cour de cassation, le procureur général de Gand a dit que c'était parce qu'on avait créé un climat tendant à faire croire qu'il s'agissait d'un dossier très dangereux, de sorte que le juge a pris peur.

J'ai voulu clairement indiquer qu'il y a une différence entre l'évaluation du parquet fédéral et celle du parquet local. A mon sens, les deux devraient fonctionner au sein d'une même structure, comme ce fut le cas lors de l'unification de la police.

09.03 **Tony Van Parys** (CD&V) : Je crains que les chances que le ministre devienne jamais ministre de la Justice sont très minces après les accusations infondées qu'il a portées à l'encontre des magistrats du ministère public. M. Landuyt a écrit qu'il était inadmissible que des magistrats retiennent délibérément des pièces de procédure par devers eux ou les falsifient. Mme Onkelinx a démenti ces faits hier. Si nous n'étions pas à la fin de la législature, la responsabilité ministérielle de M. Landuyt serait mise en cause. Car accuser erronément le ministère public constitue un délit et la responsabilité pénale n'expire pas avec la dissolution du Parlement.

09.04 **Renaat Landuyt**, ministre (*en néerlandais*) : Je crois percevoir une menace.

09.05 **Tony Van Parys** (CD&V) : Non, c'est le constat d'un délit.

L'incident est clos.

10 **Question de M. Guy D'haeseleer au ministre de l'Emploi sur "l'état de l'enquête relative aux irrégularités dans les Fonds de sécurité d'existence" (n° P1918)**

10.01 **Guy D'haeseleer** (Vlaams Belang) : Auprès des Fonds de sécurité d'existence, jusqu'à 12% du

montant des primes et des indemnités qui doivent être versées par les fonds aux travailleurs sont retenus en toute illégalité. Certains fonds ne paient même pas du tout de primes aux travailleurs qui ne sont pas affiliés à un syndicat. Ce vol organisé dont se rendent coupables les syndicats est inadmissible. Le ministre avait déjà répondu par le passé que de telles pratiques illégales ne seraient pas tolérées.

Qu'en est-il de l'enquête en la matière ? Quels fonds ont enfreint la loi ? Combien de travailleurs ont été victimes de ces pratiques et l'argent a-t-il déjà été restitué ?

Les présidents des commissions paritaires doivent transmettre le rapport annuel au ministre. Combien de fonds l'ont-ils fait ? J'ai adressé le 22 mars dernier une lettre au ministre afin de pouvoir consulter les documents en question. Je n'ai toujours pas reçu de réponse à cette lettre.

10.02 Peter Vanvelthoven, ministre (*en néerlandais*) : Je répète que des dispositions illégales dans les CCT ne seront pas tolérées. M. D'haeseleer parle à nouveau de vol par les syndicats. J'attire son attention sur le fait que les retenues sont opérées par des fonds gérés paritairement. Il ne s'agit donc pas seulement des syndicats, mais de tous les partenaires sociaux.

Je répète que j'ai demandé aux partenaires sociaux et au CNT de contrôler toutes les CCT afin de s'assurer qu'il n'y a pas d'irrégularités auprès des fonds de sécurité d'existence. J'ai attiré l'attention sur le fait que des retenues pour des travailleurs qui ne sont pas affiliés à un syndicat sont illégales. Le CNT s'est réuni pour discuter de cette question le 24 avril et il se réunira à nouveau le 9 mai, lorsque sera établie une liste de CCT comportant des irrégularités.

Les nouvelles CCT comportant des irrégularités ne seront plus rendues obligatoires. Les anciennes CCT comportant des irrégularités doivent être adaptées ou elles perdront leur statut de CCT rendues obligatoires.

Je n'ai pas reçu communication écrite des autres questions de M. D'haeseleer relatives à son courrier. Je vérifierai ce qu'il en est et je le tiendrai au courant.

10.03 Guy D'haeseleer (Vlaams Belang) : Le ministre ne répond pas vraiment mais se dissimule derrière le fait que l'enquête est encore en cours. Je suis surpris d'apprendre que nous devons attendre jusqu'au 9 mai pour obtenir une liste des irrégularités car je suis d'ores et déjà en possession d'une liste interne du SPF, dont il ressort que les contrôles ont déjà été effectués et que des dizaines de fonds grugent les travailleurs.

Le ministre n'a jamais répondu à mon courrier du 22 mars, par lequel je demandais à pouvoir consulter les rapports annuels. Il est tout aussi silencieux aujourd'hui. Je demande instamment au président de la Chambre de rappeler au ministre le droit de consultation dont disposent les parlementaires. Quand pourrai-je consulter les rapports au cabinet du ministre ?

Le ministre fait preuve d'une extrême passivité parce qu'il cherche à dissimuler ce dossier autant que possible, sous la pression des syndicats. Il est scandaleux qu'il prenne parti pour les syndicats spoliateurs et non pour les centaines de milliers de travailleurs, dont le Vlaams Belang est l'unique défenseur : nous ne lâcherons en tout cas pas ce dossier tant que chaque eurocent n'aura pas été remboursé aux travailleurs.

10.04 Peter Vanvelthoven, ministre (*en néerlandais*) : J'ai déjà dit que le tout peut être consulté à mon cabinet. Tout parlementaire peut venir prendre connaissance des dossiers.

10.05 Guy D'haeseleer (Vlaams Belang) : J'ai adressé une demande en ce sens au ministre par courrier du 22 mars. Il se pose un problème au niveau soit du cabinet du ministre, soit des fonds de sécurité d'existence. Je crois que la seconde hypothèse est la bonne.

L'incident est clos.

11 Ordre des travaux

11.01 Didier Reynders, ministre (*en néerlandais*) : La commission de la Justice s'est réunie hier soir pour discuter de l'article 505 du Code pénal. Je pense qu'il conviendrait d'ajouter ce point à l'ordre du jour.

(*En français*) Je demande que le projet traité en urgence, hier, par la commission de la Justice, figure à l'agenda.

Le **président** : Il en sera ainsi.

Projets et propositions

12 **Projet de loi contenant le deuxième ajustement du Budget général des dépenses de l'année budgétaire 2007 (3061/1-5)**

Conformément à l'article 116 du Règlement, le projet de loi fait l'objet d'une discussion générale limitée.

Discussion générale limitée

La discussion générale limitée est ouverte.

12.01 Annemie Roppe, rapporteur : La ministre a entamé la discussion du deuxième ajustement du budget en exposant les tendances générales en matière de dépenses primaires, puis elle a précisé les mesures concrètes. Ensuite, elle a démontré que l'objectif budgétaire a été atteint et que le taux d'endettement est passé sous la barre des 90 %, puisqu'il s'élève à 87,5 % du PIB. Elle a situé le budget dans le contexte macroéconomique avant de commenter la politique budgétaire concrète, pour conclure qu'une politique budgétaire dynamique est préférable à une approche purement comptable. Cette approche mixte bénéficie aussi de l'appui de l'OCDE.

La discussion générale a débuté après réception des observations de la Cour des comptes. Du côté de l'opposition, seuls MM. Bogaert et Devlies ont formulé des critiques. Leurs collègues de l'opposition brillaient par leur absence. Lors d'un débat au ton parfois cassant, MM. Bogaert et Devlies ont précisé que, selon eux, le budget fédéral pose de plus en plus de problèmes. La Cour des Comptes a clairement répondu aux questions de MM. Devlies, Bogaert, Tommelein et de Donnea, ainsi qu'aux miennes.

Le projet a été adopté par huit voix contre deux. (*Applaudissements*)

La discussion générale limitée est close.

Discussion des articles

Nous passons à la discussion des articles du projet de loi contenant le premier deuxième ajustement du budget général des dépenses de l'année budgétaire 2007. Le texte adopté par la commission sert de base à la discussion. (Rgt 85, 4) (3061/1+4+5)

Aucun amendement n'a été déposé.

Les articles 1-01-1, 1-01-2 tel qu'adopté en commission, 2.03.1, 2.04.1, 2.14.1 à 2.14.3, 2.16.1 à 2.16.4, 2.17.1, 2.18.1, 2.19.1 à 2.19.3, 2.24.1, 2.25.1 à 2.25.8, 2.32.1, 2.44.1 à 2.44.4, 4-01-1, 6-01-1, 7-01-1 sont adoptés article par article.

La discussion des articles est close. Le vote sur l'ensemble aura lieu ultérieurement.

13 **Proposition de résolution relative à la circulation des motocyclettes dans les bandes réservées aux bus (2897/1-5)**

- **Proposition de loi modifiant l'arrêté royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et de l'usage de la voie publique afin d'autoriser la circulation des motocyclettes dans les bandes réservées aux bus (2619/1-2)**

Discussion

Le texte adopté par la commission sert de base à la discussion. (Rgt 85,4) (2897/5)

La discussion est ouverte.

Le **président** : M. Van den Berghe, rapporteur, se réfère à son rapport écrit.

13.01 **Corinne De Permentier** (MR) : Le nombre de véhicules à deux roues motorisés augmente sans cesse sur nos routes : en 2006, il y a eu une augmentation de 3,9% par rapport à 2005. En six ans, on a constaté une augmentation de 25%. Le parc de motos a, quant à lui, triplé entre 1980 et 2006.

Il est important de prendre en compte ces usagers dans la politique de sécurité routière. En outre, ces véhicules constituent une alternative à la saturation de nos routes et sont un atout dans une perspective de mobilité durable. Malheureusement, les statistiques d'accidents ternissent ce tableau : les conducteurs de motos y sont sur-représentés par rapport à leur nombre dans le trafic.

Pour développer l'utilisation des motos, il faut donc des progrès dans la sécurité de leurs conducteurs. L'aménagement des infrastructures routières est une première étape et l'utilisation des couloirs de bus doit être sérieusement envisagée.

Différentes villes européennes ont déjà pris des dispositions en la matière : Londres, par exemple, a réduit d'un tiers en quatre ans le nombre de blessés et de tués, en permettant la circulation des motos dans les couloirs de bus sur trois axes importants. La circulation des motos sur les couloirs de bus présente des avantages pour la sécurité des motocyclistes - qui ne sont plus contraints de remonter les files dans les embouteillages - et pour la fluidité du trafic.

L'arrêté royal du 1^{er} décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et l'usage de la voie publique permet aux taxis d'emprunter les voies réservées aux bus.

En décembre dernier, le ministre bruxellois de la Mobilité et des Travaux publics annonçait une modification du code de la route permettant la circulation des cyclistes sur les bandes bus de la Région bruxelloise. Surprise de l'adoption d'une telle mesure seulement pour les cyclistes, j'ai interrogé le ministre de la Mobilité et nous avons déposé une proposition de résolution, pour étendre cette possibilité aux motocyclettes. Après discussions en commission de l'Infrastructure, nous avons demandé au gouvernement de modifier l'arrêté royal du 1^{er} décembre 1975 en ce sens.

Cela représenterait une belle avancée pour les motocyclistes, et une politique cohérente de mobilité et de sécurité pour eux. Je me réjouis donc de l'adoption de cette proposition et j'espère que, sous la prochaine législature, nous pourrions continuer à travailler en ce sens.

La discussion est close.

Aucun amendement n'a été déposé ou redéposé.

Le vote sur la proposition de résolution aura lieu ultérieurement.

14 **Proposition de résolution concernant des mesures visant à améliorer la gestion du secteur sylvicole dans la République démocratique du Congo (RDC) (2997/1-3)**

Discussion

Le texte corrigé par la commission sert de base à la discussion. (Rgt 85, 4) (2997/3)

La discussion est ouverte.

14.01 **Mohammed Boukourna**, rapporteur Je renvoie à mon rapport écrit.

14.02 **Brigitte Wiaux** (cdH) : Je remercie Mme Detiège d'avoir piloté les travaux sur cette proposition, que

nous soutiendrons.

14.03 Hilde Vautmans (VLD) : C'est avec une journée d'étude organisée au Parlement que Mme Detiège a mis en branle cette résolution. La forêt tropicale au Congo est non seulement d'une valeur inestimable pour la population locale, mais elle constitue également un tampon contre les effets des changements climatiques.

Nous soutiendrons cette résolution, car nous partageons cette préoccupation concernant les coupes sauvages de bois en RDC.

14.04 Maya Detiège (sp.a-spirit) : Je me réjouis des interventions de mes collègues, et je me félicite de leur soutien. La journée d'étude a montré toute son utilité. Les différents partis ont saisi tout l'intérêt de la résolution, ce qui est réjouissant. Il s'agit de la deuxième forêt tropicale au monde, qui est actuellement abattue à un rythme effréné, avec des conséquences dramatiques.

La discussion est close.

Aucun amendement n'a été déposé ou redéposé.

Le vote sur la proposition de résolution aura lieu ultérieurement.

15 Proposition de résolution relative aux convictions politiques et religieuses de Nawal El Saadawi et aux menaces de mort qu'elles ont entraînées (2973/1-4)

Discussion

Le texte adopté par la commission sert de base à la discussion. (Rgt 85, 4) (2973/4)

La discussion est ouverte.

15.01 Maya Detiège, rapporteur : La présente résolution, qui a été déposée principalement par des femmes à la Chambre, évoque le calvaire de l'écrivaine égyptienne Nawal El Saadawi. Récemment, un religieux musulman égyptien a lancé une fatwa contre Nawal El Saadawi en raison du contenu d'une pièce de théâtre publiée en Égypte, qui est venue depuis lors s'ajouter à la liste des ouvrages interdits. La résolution a été adoptée à l'unanimité en commission.

15.02 Hilde Vautmans (VLD) : Cette résolution entend dénoncer le phénomène de la mutilation génitale des femmes. Cette pratique n'existe pas qu'en Égypte, mais est répandue dans plus de vingt pays. Mme Nawal El Saadawi a porté ce point à l'ordre du jour. Même ici en Belgique, quelque 800 filles risquent d'être renvoyées dans leur pays d'origine pour y être mutilées à vie.

Le 11 mai, nous organisons un colloque, en collaboration avec le groupe d'action Population et Développement, auquel tout le monde est invité. Mme Mandaila y commentera son plan d'action en la matière. Nous devons continuer à lutter pour mettre fin à ces pratiques infâmes.

15.03 Brigitte Wiaux (cdH) : Je remercie Mme De Meyer de nous avoir fait travailler sur ce sujet, lancé à l'occasion de la Journée de la femme. Il est important, symboliquement, d'avoir l'unanimité sur cette question.

Le **président** : Les notes de politique générale présentées par les ministres doivent préciser dans quelle mesure ils exécutent les résolutions du Parlement.

La discussion est close.

Aucun amendement n'a été déposé ou redéposé.

Le vote sur la proposition de résolution aura lieu ultérieurement.

16 Proposition de résolution relative aux grossesses adolescentes dans les pays en développement (2974/1-3)**Discussion**

Le texte corrigé par la commission sert de base à la discussion. (Rgt 85, 4) (2974/3)

La discussion est ouverte.

Le **président** : M. Chevalier, rapporteur, renvoie au rapport écrit.

16.01 Hilde Vautmans (VLD) : Je me réjouis que nous puissions adopter toute une série de résolutions aujourd'hui. Il est vrai que nous travaillons dans la précipitation mais la commission a fourni un important travail préparatoire.

Cette résolution résulte en fait du plan d'action du ministre de la Coopération au développement en matière de santé sexuelle. Environ 10 % des enfants qui viennent au monde naissent d'une mère-enfant et ces naissances entraînent de nombreux risques physiques. Les mères-enfants qui accouchent souffrent généralement d'une fistule due à la pression énorme exercée sur le ventre de la mère-enfant. Cette fistule entraîne une incontinence persistante et la mère-enfant est quasiment toujours exclue de la communauté.

Je veux surtout mettre l'accent sur le point cinq de la résolution : le problème des mères-enfants concerne non seulement les femmes mais aussi les hommes. Il convient en effet de les convaincre d'utiliser le préservatif. J'espère que la Belgique ne sera pas confrontée à des responsables religieux qui mettent injustement en doute l'efficacité du préservatif.

16.02 Brigitte Wiaux (cdH) : Nous partageons totalement le sens de cette proposition de résolution et nous la soutiendrons.

16.03 Maya Detiège (sp.a-spirit) : Je me réjouis de cette initiative car on entend souvent critiquer à tort et à travers les missions à l'étranger des parlementaires. Or, ces missions revêtent indiscutablement une plus-value qui réside dans le fait qu'elles nous confrontent à la réalité et, par voie de conséquence, nous motivent.

Le **président** : Les rapports des missions parlementaires sont disponibles et consultables sur le site de la Chambre.

16.04 Maya Detiège (sp.a-spirit) : Lorsque l'on a l'occasion de regarder littéralement droit dans les yeux une fillette de douze ans qui est déjà mère, on est vraiment confrontée à la réalité.

La discussion est close.

Aucun amendement n'a été déposé ou redéposé.

Le vote sur la proposition de résolution aura lieu ultérieurement.

17 Proposition de résolution relative aux enseignements à tirer des évaluations de projets de développement (3071/1-3)**Discussion**

Le texte corrigé par la commission sert de base à la discussion. (Rgt 85, 4) (3071/3)

La discussion est ouverte.

17.01 Hervé Hasquin, rapporteur : Je renvoie à mon rapport écrit.

17.02 Hilde Vautmans (VLD) : Un rapport de la Cour des comptes sur la gestion des connaissances au sein du Fonds belge de survie est à l'origine de la présente résolution. J'ai toujours été révoltée de constater que

ces rapports ne sont l'objet d'aucun suivi. Si j'ai l'honneur de siéger encore dans cet hémicycle après le 10 juin, je proposerai de modifier le Règlement de manière à porter systématiquement les rapports de la Cour des comptes à l'ordre du jour des commissions compétentes de la Chambre.

Lors de la discussion de l'audit de la Cour des comptes, fin mars, une série de problèmes ont été mis en lumière. Il est positif que le Fonds belge de survie évalue la plupart de ses projets, mais ces évaluations ne sont guère suivies d'effets, hélas. De même, la pertinence des projets n'est presque jamais remise en question. Les évaluations portent trop peu sur l'incidence réelle des initiatives et une « mesure zéro » n'est pratiquement jamais disponible, alors qu'il s'agit pourtant d'un moyen incontournable pour vérifier dans quelle mesure on a réellement modifié le cours des choses.

La durabilité des projets est trop peu mise en perspective. Un projet est mis sur pied, puis évalué, mais personne ne s'enquiert de la situation deux ou trois ans plus tard. Lors de notre mission parlementaire au Niger, nous avons par exemple pu constater que les moyens faisaient défaut pour remplacer les panneaux solaires d'un puits. Dans ce contexte, il aurait été préférable de conserver l'ancien système, avec des ânes pour acheminer l'eau.

On ne se demande presque jamais si on touche aussi les plus démunis. Le Fonds de survie a pourtant été créé spécialement pour les besoins de cette catégorie de personnes.

Enfin, on se cantonne trop à l'intérieur d'un même projet et l'évaluation d'un projet ne profite pas à d'autres.

Toutes ces conclusions peuvent en fait être extrapolées à tous nos projets en matière de coopération au développement. C'est pourquoi nous avons transposé nos constatations dans une résolution où nous demandons au gouvernement de tenir compte des recommandations de la Cour des comptes dans sa politique de développement globale. Je pense qu'il est important aussi pour les citoyens de savoir que leur argent est bien utilisé.

17.03 **Brigitte Wiaux** (cdH) : Je tiens à remercier la Cour des comptes de nous avoir éclairés sur ce problème et Mme Vautmans qui a piloté les travaux. Nous soutiendrons cette proposition de résolution.

17.04 **Maya Detiège** (sp.a-spirit) : Les conclusions de l'audit coïncident également avec les constats que nous avons faits lors de notre visite au Niger.

Il faut se réjouir de la conclusion de la Cour des comptes selon laquelle il convient de tenir davantage compte des groupes de population qui ne sont actuellement pas inclus dans certaines analyses en raison de l'âge, du sexe, d'un handicap ou de l'origine ethnique.

L'accès aux services de base constitue un autre point important. Ainsi, nous avons constaté que les femmes qui doivent accoucher éprouvent de sérieuses difficultés à se rendre dans les centres de santé.

Un dernier constat est le fait que dans de nombreux pays, différentes structures de pouvoir coexistent : les chefs traditionnels, l'État, les administrations communales élues et la société civile. Il est important de développer une stratégie pour coordonner ces quatre structures.

Je me félicite de cette résolution et du travail fourni en commission.

La discussion est close.

Aucun amendement n'a été déposé ou redéposé.

Le vote sur la proposition de résolution aura lieu ultérieurement.

18 **Proposition de résolution sur la paix et la sécurité en Extrême-Orient (2921/1-4)**

Discussion

Le texte adopté par la commission sert de base à la discussion. (Rgt 85, 4) (2921/4)

La discussion est ouverte.

18.01 Miguel Chevalier, rapporteur : Les auteurs de cette résolution demandent au gouvernement d'insister auprès de l'UE et de l'ONU pour qu'il soit mis fin aux essais nucléaires de la Corée du Nord et que la Chine soit appelée à procéder au retrait des missiles déployés contre Taiwan. Il convient à ce propos d'exhorter la Chine et Taiwan à initier un dialogue constructif. De plus, le débat sur les questions de sécurité en Extrême-Orient doit être institutionnalisé. À la demande de M. Daems, le point relatif au maintien de l'embargo sur les armes a été supprimé. La résolution amendée a été adoptée à l'unanimité.

La discussion est close.

Aucun amendement n'a été déposé ou redéposé.

Le vote sur la proposition de résolution aura lieu ultérieurement.

19 Proposition de résolution relative au statut de Taïwan dans l'Organisation mondiale de la santé (2375/1-4)

Discussion

Le texte adopté par la commission sert de base à la discussion. (Rgt 85, 4) (2375/4)

La discussion est ouverte.

Mme Muyle, rapporteur, se réfère à son rapport écrit.

La discussion est close.

Aucun amendement n'a été déposé ou redéposé.

Le vote sur la proposition de résolution aura lieu ultérieurement.

20 Projet de loi modifiant la législation relative à l'obligation de déposer une liste de mandats, fonctions et professions et une déclaration de patrimoine, en ce qui concerne les mandataires communaux et provinciaux (2953/3-4)

Amendé par le Sénat

Sans rapport

Conformément à l'article 87 du Règlement, les projets de loi renvoyés à la Chambre par le Sénat ne font plus l'objet d'une discussion générale en séance plénière, sauf si la Conférence des présidents en décide autrement.

Discussion des articles

Nous passons à la discussion des articles. Le texte adopté par la commission sert de base à la discussion. (Rgt 85, 4) (2953/4)

Le projet de loi compte 3 articles.

Aucun amendement n'a été déposé.

Les articles 1 à 3 sont adoptés article par article.

La discussion des articles est close. Le vote sur l'ensemble aura lieu ultérieurement.

21 **Projet de loi spéciale modifiant la législation relative à l'obligation de déposer une liste de mandats, fonctions et professions et une déclaration de patrimoine, en ce qui concerne les mandataires des pouvoirs subordonnés (2954/5+6)**

Amendé par le Sénat

Sans rapport

Conformément à l'article 87 du Règlement, les projets de loi renvoyés à la Chambre par le Sénat ne font plus l'objet d'une discussion générale en séance plénière, sauf si la Conférence des présidents en décide autrement.

Discussion des articles

Nous passons à la discussion des articles. Le texte adopté par la commission sert de base à la discussion. (Rgt 85, 4) (2954/6)

Le projet de loi compte 4 articles.

Aucun amendement n'a été déposé.

Les articles 1 à 4 sont adoptés article par article.

La discussion des articles est close. Le vote sur l'ensemble aura lieu ultérieurement.

22 **Proposition de loi portant modification de la loi du 15 avril 1994 relative à la protection de la population et de l'environnement contre les dangers résultant des rayonnements ionisants et relative à l'Agence fédérale de Contrôle nucléaire en ce qui concerne le financement de l'Agence (3072/1-4)**

Le **président**: Je propose d'examiner cette proposition de loi conjointement avec le point suivant à l'ordre du jour, à savoir la proposition de résolution concernant l'Agence fédérale de Contrôle nucléaire.

22.01 **Willy Cortois** (VLD): Je ne vois pas le rapport entre ces deux textes. Il suffit de comparer les dates de dépôt. Je demande dès lors un examen séparé de chacun des textes.

Le **président**: Je m'en tiendrai à l'ordre du jour.

Discussion générale

La discussion générale est ouverte.

22.02 **Jacques Chabot**, rapporteur: L'auteur de la proposition de loi, M. Cortois, a précisé que cette initiative trouve son origine dans l'arrêt du 8 novembre 2006 par lequel la section d'administration du Conseil d'État a décidé que l'Agence fédérale de Contrôle nucléaire (AFCN) ne pouvait être financée par des redevances.

A Mme Creyf, qui voit dans cette proposition l'instauration d'un impôt avec effet rétroactif, M. Cortois a répondu qu'il s'agissait en réalité d'une taxe.

La commission a adopté un amendement de l'auteur à l'article 3 tendant à fixer également pour 2008 le montant des taxes perçues au profit de l'AFCN et à charge des détenteurs des autorisations et agréments, et un amendement de l'auteur à l'article 5 tendant à supprimer le financement de l'AFCN par des crédits inscrits au budget général des dépenses. La commission a aussi adopté un amendement de M. Cortois à l'article 6 reportant au 1^{er} janvier 2009 la date à laquelle l'article 3 de la proposition, qui fixe les montants des taxes annuelles perçues au profit de l'AFCN, et son article 4, qui présume que les ordres de paiement adressés par l'AFCN et le Fonds des risques d'accidents nucléaires durant la période 2001-2006 sont des ordres de paiement au sens de la nouvelle législation, cesseront de produire leurs effets.

A l'unanimité, la commission a décidé de déroger à l'article 82 du Règlement et la proposition de loi a été adoptée immédiatement, par dix voix contre une. (*Applaudissements sur tous les bancs*)

22.03 Philippe De Coene (sp.a-spirit) : J'ai déjà proposé précédemment d'examiner les deux textes conjointement car la proposition de loi que nous nous apprêtons à adopter exécute le point 13 de la résolution. Les commentaires auxquels s'est livré M. Cortois m'étonnent.

22.04 Hilde Dierickx (VLD) : Par la voie de l'amendement n°2 présenté par M. Cortois, il a été décidé de réduire de moitié les redevances pour les établissements de classe 3 – les appareils de radiologie. Il s'agit là d'une décision opportune du ministre de l'Intérieur dans la mesure où aucun montant n'était reversé au secteur. Les appareils de radiologie médicaux sont contrôlés par des sociétés privées dont les services sont l'objet de rémunérations distinctes. L'Agence fédérale de contrôle nucléaire (AFCN) ne reverse pas d'argent.

22.05 Willy Cortois (VLD) : Je me réjouis de cette unanimité.

La discussion générale est close.

Discussion des articles

Nous passons à la discussion des articles. Le texte adopté par la commission sert de base à la discussion. (Rgt 85, 4) (3072/4)

La proposition de loi compte 6 articles.

Aucun amendement n'a été déposé.

Les articles 1 à 6 sont adoptés article par article.

La discussion des articles est close. Le vote sur l'ensemble aura lieu ultérieurement.

23 Proposition de résolution visant à améliorer le fonctionnement de l'Agence fédérale de Contrôle nucléaire (3089/1-2)

Discussion

Le texte adopté par la commission sert de base à la discussion. (Rgt 85, 4) (3089/2)

La discussion est ouverte.

23.01 Simonne Creyf, rapporteuse : Le 15 février 2006, la Commission de l'Intérieur, des Affaires générales et de la Fonction publique décidait à l'unanimité de confier à un groupe de travail la mission de rédiger une proposition de résolution tendant à améliorer le fonctionnement de l'AFCN. Cette décision est intervenue à la suite de plusieurs incidents qui ont également suscité plusieurs questions et interpellations au Parlement. Je vous renvoie au rapport écrit pour la composition du groupe de travail. Ce dernier s'est réuni longuement à 22 reprises puisqu'il a organisé 9 réunions de travail et 13 auditions. Les noms des personnes auditionnées figurent dans le rapport écrit. Les auditions ont eu lieu à huis clos.

Un rapport de synthèse global des auditions axé sur plusieurs thèmes utiles a été rédigé. Il a été annexé au rapport. Les auditions se sont déroulées dans un esprit très critique. Un bon tableau nous a été présenté de la situation telle qu'elle se présentait au cours de la période antérieure au fonctionnement de l'AFCN. Nous avons été en mesure de détecter des problèmes. Les différents groupes politiques ont ensuite formulé des recommandations. Le groupe de travail a formulé les siennes sur la base des auditions et de ces recommandations. La commission a ensuite examiné ce rapport et s'est penché sur les travaux du groupe de

travail sécurité nucléaire le 18 avril 2007. Cette résolution est ainsi devenue, après avoir été approuvée, une résolution de la Chambre.

Le rapport contient un compte rendu de l'examen du projet de résolution en commission de l'Intérieur. Quant aux annexes, elles retracent la genèse de l'AFCN, en esquissent la situation actuelle, résument les auditions et présentent une vue d'ensemble des diverses recommandations.

La commission de l'Intérieur a adopté les recommandations du groupe de travail Sécurité nucléaire par dix voix et une abstention.

Les difficultés de l'AFCN n'étant pas imputables à son statut d'établissement d'intérêt public de catégorie C, la Chambre n'estime pas utile de modifier ce statut. Toutefois, il est nécessaire d'avoir des garanties que les autorités de tutelle et le Parlement contrôlent mieux son fonctionnement. Le groupe de travail recommande à la commission d'examiner systématiquement le rapport annuel avec le ministre de tutelle et l'AFCN. Par ailleurs, il doit rester possible de prendre des initiatives supplémentaires. Outre l'AFCN, les établissements agréés devront être soumis eux aussi périodiquement à un contrôle externe qui réponde aux normes européennes et internationales. Enfin, il s'agira de contrôler également les relations entre l'AFCN et les établissements agréés.

Les membres du conseil d'administration doivent être indépendants et disposer de toutes les qualités requises. En dehors des experts scientifiques, il faut des membres ayant une expérience de management. A l'issue d'une sélection, le directeur général doit être choisi parmi les candidats les mieux classés, indépendamment de leur rôle linguistique. Les relations entre la direction et le conseil d'administration doivent en outre être améliorées, avec une délimitation précise des responsabilités. Le ministre de l'Intérieur continue à exercer la tutelle, mais la Chambre propose de nommer un second commissaire du gouvernement pour garantir le contrôle financier et budgétaire. Il convient par ailleurs de respecter les règles de corporate governance. Une concertation structurelle doit être mise en place entre le conseil d'administration, la direction et les commissaires du gouvernement.

Les relations avec les institutions reconnues sont à mon avis l'un des principaux défis de l'AFCN. La Chambre estime que ces institutions doivent être filialisées sous la forme d'une société de droit public sous le contrôle de l'Agence. La relation entre l'ONDRAF et Belgoprocess peut servir d'exemple dans ce cadre. L'AFCN livre le capital, mais la filiale doit mener les contrôles imposés par la loi. L'AFCN doit dans l'intervalle être intégralement opérationnalisée et elle doit renforcer le contrôle sur les institutions reconnues.

La Chambre estime que les règles de financement doivent être améliorées. Le système actuel est exclusivement basé sur le versement de rétributions liées à des prestations bien définies et empêche dès lors l'affectation des réserves constituées. Un système de rétributions mixte et des prélèvements particuliers pourraient offrir une solution. Les prélèvements, qui proviendraient de producteurs, d'utilisateurs et de détenteurs de substances radioactives, peuvent être utilisés pour des tâches qui ne sont pas liées à des prestations pour lesquelles une rétribution est perçue. L'AFCN doit encaisser les rétributions correctement et efficacement ; elle doit disposer rapidement d'une base de données exhaustive qui permet d'inventorier l'ensemble des débiteurs d'une rétribution et de conclure des accords avec l'INAMI et l'AFSCA. Le conseil d'administration doit se prononcer prochainement sur l'affectation des réserves importantes et des prélèvements exceptionnels possibles. Les fonds doivent être affectés en priorité à la formation permanente, à l'enquête sur le long terme, à des missions spécifiques et au recrutement de personnel hautement qualifié.

La Chambre demande l'instauration immédiate d'une comptabilité analytique et d'un *enterprise resource planning* adapté. Il faut également à bref délai un système de soins de qualité intégrale. L'AFCN doit tout mettre en oeuvre pour obtenir les labels de qualité nécessaire. Une banque de données intégrée doit être élaborée pour permettre un suivi automatisé et complet des exploitants. En concertation avec son personnel, l'AFCN doit par ailleurs définir des *service level agreements*.

La Chambre invite le ministre à mettre en oeuvre les instruments susceptibles d'améliorer les interactions entre l'administration et l'Agence au niveau de la réglementation. Nous plaidons également pour que les procédures de licence gagnent en clarté, en simplicité et en uniformité et pour que la classification des

établissements fasse l'objet d'une réforme afin de mieux tenir compte des risques et besoins de contrôle.

Il est urgent que la direction mette en oeuvre une politique moderne de ressources humaines.

Des erreurs ont été commises dans le passé en matière de communication et de dialogue. Une des recommandations préconise que l'Agence se dote d'un plan de communication interne et externe qui garantisse la transparence nécessaire.

Le rôle international de l'Agence doit se développer et faire l'objet d'un suivi de manière structurée. Les responsabilités respectives de l'Agence et des autorités politiques de tutelle doivent être dissociées et précisées.

Une tâche spécifique est prévue en matière de suivi de la radioprotection et de la protection physique. Il s'agit d'un aspect important pour la population. Le système TELERAD doit mesurer le rayonnement d'incidents étrangers éventuels. La réalisation et le suivi de l'audit effectué par Siemens doivent bénéficier de la priorité. La dosimétrie active doit permettre d'assurer le suivi médical nécessaire des travailleurs exposés à des rayonnements ionisants. La procédure à suivre en cas d'incident ou d'accident impliquant des rayonnements ionisants doit être rendue plus transparente. Les paratonnerres radioactifs doivent faire l'objet d'un plan d'action, assorti d'un calendrier contraignant.

Nous demandons que les initiatives légales nécessaires soient prises en vue de la mise en oeuvre des recommandations et que le Parlement soit régulièrement informé de l'état d'avancement de ce dossier.
(*Applaudissements*)

23.02 Jacques Chabot (PS) : Le groupe a travaillé durant des mois, a procédé à de nombreuses auditions, a longuement discuté et a abouti à quarante-quatre recommandations sur treize points d'amélioration de la sécurité nucléaire en Belgique. Je félicite le président du groupe de travail pour la qualité de son travail et sa bonne humeur durant nos réunions.

Ces recommandations sont celles des représentants de la Nation, et non un simple texte que l'on pourra oublier demain ! Qu'en retenir d'important ? D'abord, que malgré des difficultés de fonctionnement de l'Agence, la sécurité nucléaire n'a jamais été mise en cause. Nous nous réjouissons du travail sérieux du personnel. La Belgique est un pays de référence en la matière, même si on peut toujours améliorer les dispositifs.

Le statut actuel de parastatal de type C, indépendant des autorités politiques, doit être conservé. Notre volonté est de renforcer l'indépendance, la qualité du travail et la transparence de l'agence, conformément aux recommandations internationales.

Je souligne quelques recommandations importantes : les améliorations à apporter à l'environnement et la santé de nos concitoyens (par la dosimétrie des travailleurs et l'amélioration la radioprotection, y compris le fonctionnement de Telerad), la transparence du secteur nucléaire, la clarification de la communication entre toutes les autorités (le Parlement, le ministre de tutelle et l'Agence), le travail du Conseil scientifique de l'Agence, la sortie de la période transitoire au sujet du contrôle physique des installations nucléaires.

Je me réjouis de la recommandation visant à instituer un organisme public, filiale de l'Agence de contrôle nucléaire, pour le contrôle physique des installations nucléaires. C'était la seule solution souhaitable et possible, et cette recommandation clôt le débat sur l'avenir du contrôle des installations nucléaires dans notre pays. Reste à préparer les choses, le plus rapidement possible !

En conclusion, nous avons franchi une étape importante, qui est l'élaboration d'un plan d'action concrétisé par des recommandations. Désormais, l'important est l'implémentation des réformes pour améliorer encore la sécurité nucléaire dans notre pays.

Je suis confiant, vu la volonté de l'Agence d'avancer dans le sens voulu par notre Parlement.

Pour conclure, j'insiste sur notre dernière recommandation, à savoir que les initiatives législatives nécessaires soient prises immédiatement par les prochains parlementaires et le prochain gouvernement.

23.03 Philippe De Coene (sp.a-spirit) : Au sein du groupe de travail et de la commission de l'Intérieur, nous sommes parvenus à constituer un front pour accomplir une mission commune. A l'issue d'un débat riche en interventions nuancées, la majorité et l'opposition ont réussi à serrer les rangs pour défendre ce texte. Je suis en particulier heureux de constater que le CD&V apporte son soutien à la présente résolution.

Cette résolution n'est pas un aboutissement mais un commencement. J'aimerais demander au ministre de la prendre en considération car elle n'est pas sans intérêt, tant s'en faut. Tout arrêté royal qui sera promulgué à l'avenir ne pourra pas ne pas tenir compte de cette résolution. Toute marque de mépris à l'égard du Parlement est en effet extrêmement déplacée.

Il y a quatorze mois commençait le débat sur cette résolution. Il importe qu'elle soit rédigée dans un langage clair et précis. Car nous avons constaté des choses effrayantes. Le contrôle nucléaire dans notre pays était très mal en point. Il y a trois ans, l'organisme agréé en charge du contrôle nucléaire sur les grands sites avait averti qu'il y avait une érosion de la culture de la sécurité. Le ministre n'a pas pu répondre à nos questions en raison du rôle joué dans ce dossier par des intérêts économiques. Nous avons ensuite auditionné à deux reprises des responsables de l'AFCN mais à l'issue de ces auditions, nous avons plus de questionnements que de réponses à nos interrogations. Ce fut un spectacle véritablement hallucinant.

Nous avons vu arriver des personnages se croyant au-dessus de tout et de tous. Nous avons presque été ridiculisés alors que nous posions des questions sur les programmes de révision nucléaire de Doel et Tihange, ainsi que sur le fonctionnement de l'Agence et de TELERAD. Puis, des « sonneurs de tocsin » se sont manifestés parce qu'ils ne pouvaient plus rester passifs face aux dysfonctionnements de l'AFCN : parmi eux, des ex-collaborateurs d'excellente réputation et même des membres du conseil d'administration.

Ensuite, nous avons constitué un groupe de travail. Même si cela n'a pas été sans peine, nous bénéficions désormais et malgré tout du soutien de tous. Il a fallu séparer le bon grain de l'ivraie – tous les « sonneurs de tocsin » ne sont pas animés par de nobles intentions, en effet. Nous avons auditionné plus de vingt personnes à huis clos. Nous les avons laissés s'exprimer amplement et librement. Ainsi, nous avons pu avoir une juste vision des dysfonctionnements de l'Agence.

Il s'agit à présent d'améliorer le fonctionnement de l'AFCN et de faire en sorte que le contrôle des installations nucléaires fonctionne. La présente résolution comporte 44 recommandations à cet effet, dont certaines sont plus importantes que d'autres. Je citerai explicitement les points 12 et 13 relatifs au financement et à la relation avec les organismes agréés.

Un arrêté royal transitoire a été pris afin de régler les relations entre l'Agence et les organismes agréés. Nous estimons qu'il convient également d'y stipuler clairement la nécessité de mettre en œuvre les recommandations du Parlement. Le sp.a y veillera tout particulièrement. Nous n'avons pas travaillé quatorze mois en vain.

Nous connaissons l'étude de Korn/Ferry qui stipulait textuellement que l'AFCN n'apporte aucune valeur ajoutée en matière de contrôle nucléaire. Un certain nombre de personnes qui ont dénoncé les problèmes ont de ce fait été pénalisées et brutalement licenciées. Ces personnes étaient animées des meilleures intentions à l'égard de l'Agence et j'appelle dès lors la nouvelle direction à leur offrir une nouvelle chance, dans la mesure où elles possèdent également une expertise très utile.

Le Parlement doit suivre et contrôler scrupuleusement l'évolution de la situation à l'AFCN. Le nouveau

dossier relatif au coût du démantèlement des centrales nucléaires donnera également du fil à retordre aux nouveaux parlementaires. J'espère qu'ils s'attelleront à la tâche. (*Applaudissements sur les bancs du sp.a-spirit*)

23.04 Muriel Gerkens (ECOLO) : En 2004, l'Agence fédérale de contrôle nucléaire laissait percevoir des relations malsaines entre des organismes agréés et des responsables de centrales nucléaires.

Les auditions au sein de la commission de l'Intérieur se sont révélées — aux yeux de tout le monde et pas uniquement aux yeux de certains parlementaires opposés au nucléaire — catastrophiques, puisque les réponses fournies par les responsables interrogés se sont révélées totalement insatisfaisantes. La commission a accepté la mise en place d'un groupe de travail ayant pour mission de faire des recommandations pour un meilleur fonctionnement de l'Agence. Une évaluation des responsables de l'Agence a montré leur incompétence.

L'appartenance politique semble avoir primé sur la compétence réelle lors de la désignation des membres du conseil d'administration ainsi que lors de la désignation des premières équipes. Cet aspect n'est pas suffisamment souligné dans notre résolution.

Le commissaire du gouvernement, qui était censé faire le lien entre l'Agence et le ministre de tutelle, semblait être « moralement » et « politiquement » empêché de dénoncer les dysfonctionnements. La vigilance devra donc être permanente.

Le nombre de personnes compétentes dans le domaine nucléaire en Belgique est relativement restreint, ce qui en fait un milieu fermé. La présence, au conseil d'administration, de personnes extérieures à ce secteur, mais compétentes dans d'autres — gestion d'équipe, organisation du travail, etc. — est indispensable pour pouvoir vérifier le fonctionnement des missions de l'Agence.

Les auditions ont montré que l'Agence, depuis 2001, ne fonctionne pas selon les règles normales d'une organisation. Dans notre résolution, nous aurions pu demander au gouvernement de faire respecter les règles de bonne gouvernance, c'est-à-dire une composition de conseil d'administration appropriée, des organes dont on définit les rôles, un contrôle du travail, indépendamment de la dangerosité du matériel nucléaire qui s'y trouve.

Le contrôle implique un relevé des lieux, des exigences de sûreté et de sécurité, la mise en place de méthodes de contrôle, de méthodes de transmission d'informations de manière à pouvoir réagir si un dysfonctionnement est constaté. Ces éléments basiques n'étaient pas concrétisés au sein de l'Agence.

Nous avons également été interpellés par le système TELERAD. Il apparaît que pendant tout un temps l'Agence n'a pas eu la maîtrise de son outil. La manière dont on effectue les relevés des données souffre de lacunes elle aussi. Notre proposition indique d'appliquer les mesures du dernier audit réalisé à ce sujet.

J'aurais aimé qu'on ajoute une disposition au sujet de la maîtrise des outils et logiciels servant à gérer le système TELERAD, de manière à assumer sa responsabilité de contrôle

Concernant la santé des travailleurs, nos outils sont insuffisants, parce qu'ils ne permettent qu'un enregistrement passif.

Nous, parlementaires, nous avons longtemps regardé de trop loin le fonctionnement de l'agence. C'est pourquoi, dans la résolution, nous demandons un rapport annuel et l'installation d'un comité N.

Cette demande a également été rejetée par le groupe de travail et je le regrette. Si le gouvernement prend des mesures allant à l'encontre de ce que nous demandons, il considère de la sorte que le Parlement ne compte pas.

Ce travail était intéressant. Nous le reprendrons à la rentrée ; le système TELERAD est la base de la protection de la population sur l'ensemble du territoire.

23.05 Willy Cortois (VLD) : En raison du manque de temps, plusieurs points sur lesquels nous ne nous étions pas exactement mis d'accord de cette manière ont été inscrits dans cette résolution. Tout comme Mme Dierickx, je souhaiterais faire part de quelques observations générales.

À mon estime, le secteur nucléaire ne se trouvait pas dans la situation critique que vient de décrire ici M. De Coene. Il existait plusieurs problèmes qui résultaient de la crise de confiance au sein de l'AFCN fin 2004 et qui n'avaient rien à voir avec un accident nucléaire imminent mais bien avec l'opposition classique entre la direction et le conseil d'administration. Le fait que les deux parties se soient souvent expliquées par l'intermédiaire des médias n'a pas été bénéfique pour la confiance.

L'audit a révélé un certain nombre de lacunes, notamment en ce qui concerne la méthode de mesure. Une communication plus transparente et mieux structurée fait partie des possibilités, peut être également une meilleure appréhension des données et un meilleur contrôle de l'AFCN. La sécurité n'a en tout état de cause jamais été menacée.

Je regrette que lors de l'élaboration de la résolution, l'on ne se soit pas servi du texte du groupe de travail qui reflétait également le point de vue de la minorité.

En ce qui concerne la recommandation 1, il n'est pas indispensable pour nous de s'en tenir à un parastatal C. Il importe surtout que l'AFCN puisse fonctionner correctement. Les recommandations 6 à 11 concernent la direction et le conseil d'administration. Nous sommes partisans de la corporate governance mais elle est difficilement applicable dans une entreprise publique qui est légalement soumise à d'autres obligations et méthodes de travail.

Les auditions ont montré qu'au moment de la crise de confiance, nombre de personnes étaient beaucoup plus préoccupées par leur propre position que par le fonctionnement de l'AFCN.

Pour nous, le point délicat est la recommandation 12. Notre point de vue minoritaire a malheureusement été supprimé dans la version définitive. Nous maintenons qu'il est préférable pour la sécurité de séparer clairement les instances de réglementation et de contrôle.

La filialisation des établissements agréés protège leurs activités et ils sont dès lors préservés d'une éventuelle concurrence étrangère. Il s'agit d'une façon déguisée de préserver la situation de monopole que connaissent les établissements agréés depuis des années.

Nous adopterons la proposition même si nous n'approuvons pas la recommandation 12.

Le groupe de travail a fait du bon boulot et je pense que les décideurs politiques et toutes autres personnes intéressées qui compileront ce rapport auront une idée relativement objective du fonctionnement de l'AFCN.

Si nous avons encore certains questionnements, nous adopterons néanmoins l'ensemble des recommandations contenues dans cette résolution qui, tout bien considéré, nous semble tout à fait équilibrée. Notre résolution se veut aussi une main tendue vis-à-vis de la direction de l'AFCN, dans un esprit constructif mais en lui adressant une mise en garde. Pour protéger la population contre le danger que présentent les rayonnements ionisants, il est nécessaire d'instituer une autorité régulatrice forte. Aussi la vigilance de la classe politique ne doit-elle jamais se relâcher. (*Applaudissements*)

23.06 Jean-Pol Henry (PS): Je ne vais absolument pas parler du fonctionnement de l'Agence fédérale de Contrôle nucléaire.

Je souhaiterais, à l'occasion de la dernière réunion de la Chambre à laquelle je participe, prendre congé de vous. J'ai siégé quasiment un quart de siècle dans cette assemblée, record déjà battu par certains dont la personne qui se trouve derrière moi. Mon choix est personnel. Il y a une autre vie après la politique et je n'ai

pas non plus voulu courir le risque d'être poussé dehors par des électeurs, des militants ou des autorités politiques. Certaines réformes relatives notamment à la parité et aux grandes circonscriptions ainsi qu'une médiatisation des personnalités politiques expliquent également cette décision.

Sur vingt ans, on a pu réformer et restructurer ce pays de manière tout à fait pacifique. On a pu le redresser économiquement et financièrement, parfois de manière brutale. Mais nous avons réussi à maintenir et à renforcer une politique sociale de qualité. Au cours des deux dernières législatures, nous avons réussi à mener une politique éthique et progressiste. J'espère qu'elle ne sera pas remise en question. En la matière, la Belgique est à la pointe sur le plan européen.

J'ai cru naïvement qu'après transfert de toutes les compétences vers les Régions et les Communautés, nous allions retrouver un rythme de travail beaucoup plus normal. Cela n'a pas été le cas. À présent, on travaille du lundi au vendredi. Notre travail est-il pour autant plus efficace ? Notre activité parlementaire est jugée au nombre des questions orales, écrites et des propositions de loi que nous signons. Je n'ai cependant jamais assisté à une répétition aussi intensive de questions concernant, par exemple, la base de Coxyde ou l'hôpital militaire.

Monsieur le président, vous avez très bien défendu notre institution. Cela n'a pas toujours été le cas dans le passé, où un président d'assemblée, qui devait habiter dans la province de Luxembourg, n'a pas défendu avec la même ardeur et la même compétence le statut des parlementaires. Après autant d'années, je n'ai pas l'impression que le statut du parlementaire ait progressé, ni sur le plan financier, ni sur le plan fiscal, ni sur le plan social.

Aujourd'hui, c'est prendre un grand risque que d'entamer une carrière parlementaire, d'autant plus, mes chers collègues, que vous risquez d'être remplacés très vite par des journalistes, des vedettes du monde sportif ou par d'autres personnalités de la société civile. Comme si, nous, parlementaires, nous n'étions pas des représentants de la société civile!

Monsieur De Croo, je vous avouerai qu'il a été très difficile de vous remplacer à la présidence lors des quelques interruptions techniques et de vos problèmes cervicaux. En effet, vous avez mené cette Assemblée avec compétence et vous avez toujours été un homme assidu et présent parmi nous.

Finalement, mes amis, je suis devenu questeur. On m'avait dit : « la Questure, c'est le véritable pouvoir! ». C'est d'ailleurs l'institution préférée de notre greffier. Vous pouvez lui demander combien il porte la Questure dans son cœur. J'ai eu droit à un magnifique bureau. Monsieur le président, vous ne l'avez jamais visité car pour s'y rendre, il faut emprunter la passerelle, descendre au -2, traverser tout le parking – en espérant que vous ayez votre badge sur vous pour ouvrir la porte –, prendre l'ascenseur jusqu'au -3, traverser le tunnel et remonter jusqu'au 5^e étage. C'est la troisième porte à droite. D'ailleurs, quand vous sonnez pour les votes, il faut quasiment un quart d'heure pour arriver, pour peu que l'on entende la sonnerie.

Nous avons obtenu des résultats : nous avons pu acheter du café Max Havelaar et nous avons choisi de nouveaux uniformes pour notre personnel. Je dois cependant déplorer deux échecs : l'amélioration de la qualité acoustique de cette assemblée et de la qualité du restaurant. Nous avons encore eu droit à un buffet hier soir. Monsieur le président, je vous comprends, et je comprends également le président de la Questure, qui n'y vient jamais, mais je reste interloqué. J'ai plaidé pour qu'en fin de législature nous puissions disposer d'un buffet de qualité, attirant, où l'on pourrait s'attabler de manière conviviale. Or, le résultat est que l'on nous a supprimé les desserts et que les rations de fromage ont diminué de manière impressionnante.

Au-delà de la plaisanterie, je dois dire que le personnel de cette assemblée se distingue par sa très grande qualité, mais peut-être souffrons-nous, par ailleurs, de structures lourdes et cloisonnées. En tout cas, en certaines matières, nous sommes liés au Sénat, lequel a fait preuve de moins de réflexion que d'inertie et de frilosité.

(En néerlandais) Je voudrais également faire mes adieux à mes amis et collègues flamands. Je me suis toujours efforcé de me montrer correct envers chacun, y compris envers ceux d'entre eux que j'ai combattus politiquement.

A l'Ecole normale, j'ai eu des professeurs qui m'ont obligé à parler néerlandais. C'est ainsi que j'ai eu la chance d'être initié à l'histoire de la Flandre, au Mouvement flamand et à la littérature flamande, de

Hadewych à Claus. Je comprends donc parfaitement la lutte d'émancipation du peuple flamand qui veut obtenir la reconnaissance de son identité dans l'Etat belge.

J'ai entamé ma carrière politique dans un village près de Charleroi où quasi la moitié de la population était originaire de Flandre. Tous ces Flamands étaient venus chercher leur salut dans les mines ou l'agriculture. Il y a à peine vingt ans, une messe y était encore célébrée en néerlandais et une compagnie théâtrale flamande s'y produisait. En Flandre, on a trop souvent tendance à caricaturer la Wallonie et les Wallons. N'oublions pas que des milliers de Flamands vivent et travaillent dans cette Wallonie.

Il est du devoir de tout le monde de promouvoir sa langue maternelle et sa culture mais jamais au détriment d'autres langues et d'autres cultures, ni des droits et des libertés individuels.

(En français) La liberté a été tout ce qui a motivé mon action politique et individuelle. J'ai toujours refusé les vérités assénées et j'ai toujours recherché la liberté individuelle.

Je pense y avoir réussi sur le plan individuel. Cependant, peut-on se satisfaire individuellement d'un tel succès quand des milliards d'hommes et de femmes sont privés de liberté ? Pour servir notre objectif majeur de libérer l'homme, il faut investir prioritairement dans l'enseignement, dans la culture, il faut que nos concitoyens aient une rémunération correcte, des soins de santé et une pension corrects, qu'ils puissent avoir accès à des logements convenables.

Je reste donc convaincu que l'État doit jouer un rôle important et qu'il faut une meilleure répartition des richesses et je pense que ce type de discours est porté par des partis de gauche.

En quittant cette tribune, au-delà des amitiés que j'ai pu nouer avec des membres de cette assemblée auxquels je souhaite d'ailleurs beaucoup de succès sur le plan individuel, sur le plan de leur carrière, sur le plan de leurs sentiments et, même, sur le plan politique, je souhaiterai donc, d'abord et avant tout, un grand succès à mes amis du groupe socialiste. *(Vifs applaudissements sur tous les bancs)*

Le **président** : Il s'agissait là d'un discours peu idoine mais il venait du cœur et cela fait plaisir. On me pardonnera donc d'avoir oublié le règlement pendant quelques minutes. Ce n'est pas le parlementaire qui parle au parlementaire mais l'ami qui remercie l'autre ami.

23.07 **Simonne Creyf** (CD&V) : Même si je me trouve dans la même situation que M. Henry, mes propos auront trait à l'objet de la résolution, à savoir l'AFCN.

La résolution prouve le sérieux avec lequel le groupe de travail s'est acquitté de sa tâche. En ce qui concerne la contribution du CD&V, je renvoie à notre résolution jointe au rapport.

Les diverses interventions parlementaires de ces dernières années ont mis en lumière certains dysfonctionnements au sein de l'AFCN. Cet état de fait aurait déjà dû à lui seul inciter le ministre de tutelle à intervenir beaucoup plus rapidement et de façon plus adéquate. Le groupe de travail a permis de mieux cerner les lacunes de l'Agence. Le niveau politique porterait une grande part de responsabilité. Les ministres compétents successifs n'ont pas suffisamment porté d'attention, dans le passé, à la sécurité nucléaire et au développement de l'AFCN. Le président, les membres du conseil d'administration et le commissaire du gouvernement avaient connaissance des dysfonctionnements au sein de l'AFCN. Le commissaire du gouvernement n'a cependant jamais usé de son droit de veto. La nomination de personnes qui ne possédaient pas le profil adéquat relève de la responsabilité de la classe politique. Il ne faut pas mettre tous ces problèmes sur le compte des fonctionnaires qui ont été écartés à la suite d'un audit.

Nous déplorons qu'outre l'audit de Korn/Ferry, le ministre compétent n'ait pas chargé l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) de mener un audit ou un *peer review*. Le rapport Korn/Ferry a fait la radioscopie de personnes placées par le monde politique et non du fonctionnement de l'agence. Un audit réalisé par l'AIEA aurait pourtant pu déboucher sur des recommandations intéressantes sur le fonctionnement de l'AFCN.

La nouvelle loi organique requerrait un suivi et une action énergique de la part des pouvoirs publics. On n'a

toutefois pas tiré les enseignements du nouveau cadre législatif. On a trop tardé à prendre les arrêtés royaux nécessaires. La loi reposait sur le principe d'une absorption totale des tâches des organismes agréés. Nous ne partageons pas cette vision des choses mais une dissociation totale des organismes agréés ne nous paraît pas davantage judicieuse. Nous nous réjouissons que le groupe de travail ait accepté notre proposition de création d'une filiale sous la forme d'une S.A. de droit public.

En ce qui concerne l'organisation du contrôle nucléaire, il existe une division spécifique chargée de la régulation de la sécurité nucléaire de classe 1, qui concerne donc les installations nucléaires. Il existe en outre une division pour l'organisation de la radioprotection dans les applications industrielles et médicales. La classe 3 ne peut être sous-estimée car la population peut être quotidiennement confrontée à des rayonnements en établissement hospitalier ou chez le dentiste. Malheureusement, aucun lien n'a encore été établi avec des bases de données. Un contrôle nucléaire efficace doit pouvoir reposer sur les bases de données requises, rassemblant tous les rapports relatifs aux contrôles.

J'espère que le Parlement suivra l'état d'avancement de la résolution à l'avenir. Je compte sur les collègues qui me succéderont car j'interviens pour la dernière fois ici aujourd'hui après un mandat politique de 18 ans. Je quitte ce Parlement, empli de fierté et de gratitude, puisqu'il est au cœur de la démocratie. Je remercie tous les services du Parlement, et en particulier les interprètes, les rapporteurs et les huissiers que nous rencontrons tous les jours. Je remercie tous mes collègues et tous mes vœux accompagnent l'ensemble de notre assemblée pour l'avenir. *(Applaudissements prolongés)*

Le **président** : La compétence, l'expertise, le style et la distinction ont une nouvelle fois caractérisé la dernière intervention de Mme Creyf. Nous lui connaissons ces qualités et nous découvrons aujourd'hui sa sensibilité. Tous mes vœux vous accompagnent, Mme Creyf.

La discussion est close.

Le **président** : Nous passons maintenant à la discussion des paragraphes de cette résolution un peu inhabituelle qui est le fruit du travail zélé du groupe de travail.

Aucun amendement n'a été déposé ou redéposé.

Le vote sur la proposition de résolution aura lieu ultérieurement.

24 **Projet de loi portant assentiment à l'accord de coopération entre l'Autorité fédérale, la Région wallonne, la Région flamande et la Région de Bruxelles-Capitale relatif à la mise en oeuvre de certaines dispositions du protocole de Kyoto, conclu à Bruxelles, le 19 février 2007 (3086/1-2)**

Transmis par le Sénat

Discussion générale

La discussion générale est ouverte.

24.01 **Yvan Mayeur**, rapporteur : Cet accord de coopération concernant les dispositions de l'accord de Kyoto vise à transposer en droit belge la directive dite de liaison ainsi que les dispositions du Protocole de Kyoto et des Accords de Marrakech concernant les mécanismes de flexibilité.

L'accord permet de fixer la procédure de mise en œuvre conformément aux Accords de Marrakech et à la législation européenne.

Le texte désigne par ailleurs la commission nationale Climat comme point de contact et autorité nationale responsable de l'approbation des activités de projet.

L'accord de coopération contient aussi une procédure détaillée pour le cas où une Région aurait un déficit ou un surplus d'unités Kyoto pendant la première période d'engagement.

Les articles ont été adoptés à l'unanimité de la commission qui, exceptionnellement, était présidée, pour la dernière fois, par notre collègue Pierrette Cahay-André. Je remercie notre collègue pour tout le travail qu'elle a accompli. (*Applaudissements*)

Le **président** : La discussion générale est close.

Discussion des articles

Nous passons à la discussion des articles. Le texte corrigé par la commission sert de base à la discussion. (Rgt 85, 4) (3086/1)

Le projet de loi compte 3 articles.

Aucun amendement n'a été déposé.

Les articles 1 à 3 sont adoptés article par article ainsi que les annexes.

La discussion des articles est close. Le vote sur l'ensemble aura lieu ultérieurement.

25 **Projet de loi portant diverses mesures en matière de recèlement et de saisie (1603/5-6)**

Amendé par le Sénat

Conformément à l'article 87 du Règlement, les projets de loi renvoyés à la Chambre par le Sénat ne font plus l'objet d'une discussion générale en séance plénière, sauf si la Conférence des présidents en décide autrement.

25.01 **Jean-Pierre Malmendier**, rapporteur : Le projet ayant été voté à l'unanimité en commission, je m'en réfère au rapport écrit.

Discussion des articles

Nous passons à la discussion des articles. Le texte adopté par la commission sert de base à la discussion. (Rgt 85, 4) (1603/5)

Le projet de loi compte 4 articles.

Aucun amendement n'a été déposé.

Les articles 1 à 4 sont adoptés article par article.

La discussion des articles est close. Le vote sur l'ensemble aura lieu ultérieurement.

Règlement de la Chambre

26 **Proposition de modification du Règlement en ce qui concerne le suivi du processus décisionnel européen (2337/1-3)**

- **Proposition de modification du Règlement afin de mettre en oeuvre un contrôle systématique du respect des principes de subsidiarité et de proportionnalité des textes européens sélectionnés par la Chambre des représentants (2930/1-2)**

Discussion

Le texte adopté par la commission sert de base à la discussion. (Rgt 85, 4) (2337/3)

La discussion est ouverte.

26.01 Annemie Roppe, rapporteur : La commission du Règlement a examiné au cours de trois réunions des propositions de modification du Règlement concernant le suivi du processus décisionnel européen et le contrôle systématique du respect des principes de proportionnalité et de subsidiarité relatifs aux textes européens sélectionnés par la Chambre. L'objectif de ces propositions était d'accorder davantage d'importance à l'Europe pendant les travaux de la Chambre. À la demande du Président, un texte portant sur le même sujet, rédigé par les services pour le compte de la Conférence des présidents, a également été examiné.

La désignation d'« europromoteurs » constituait déjà une tentative d'une meilleure mise en œuvre du travail préparatoire en matière de législation européenne mais elle n'a pas livré le résultat escompté. L'ensemble des membres de la commission a estimé que l'implication de la Chambre pouvait être améliorée mais ils ne sont pas parvenus à se mettre d'accord sur la manière d'atteindre cet objectif. Après plusieurs discussions, les services de la Chambre ont rédigé un texte martyr que la commission a adopté à l'unanimité.

(Mme Roppe lit à haute voix le texte du document 51 2337/003)

La solidarité et la coopération dont j'ai pu faire l'expérience au sein de cette institution m'emplit de gratitude. Si les électeurs limbourgeois m'offrent un nouveau mandat, j'essaierai de ne pas trahir leur confiance.
(Applaudissements)

26.02 Hilde Vautmans (VLD) : La moitié de notre législation nationale découle de directives européennes mais le Parlement s'intéresse fort peu à l'Europe. Nous pouvons exercer un contrôle par le biais de questions orales, lors de la discussion relative à la transposition de directives et par le biais de résolutions, mais 5 % seulement des questions orales concernent l'Europe. La disposition du Règlement en vertu de laquelle les commissions doivent débattre d'affaires européennes une fois par mois, n'a pas été appliquée souvent sous cette législature. Le comité d'avis fédéral chargé des questions européennes débat davantage des évolutions au sein du Conseil de l'Europe que des choix européens qui influencent notre régime et notre existence.

Le VLD a adopté ce texte mais nous aurions préféré assister à la création d'une véritable commission des Affaires européennes comme il en existe déjà dans les pays voisins. Pareille commission ne dispenserait pas, par ailleurs, les commissions existantes du devoir de poursuivre l'examen des événements européens. Espérons que nous pourrions nous atteler à la création de cette commission au cours de la prochaine législature.

La modification du règlement constitue en tout cas une franche avancée. Il incombe aux présidents et aux secrétaires de commission de veiller à son respect. *(Applaudissements)*

La discussion est close.

Aucun amendement n'a été déposé ou redéposé.

Le vote sur la proposition de modification du Règlement aura lieu ultérieurement.

La séance est levée à 18 h 46. Prochaine séance ce jeudi 26 avril 2007 à 19 heures.

De vergadering wordt geopend om 14.25 uur en voorgezeten door de heer Herman De Croo.

Een reeks mededelingen en besluiten moet ter kennis gebracht worden van de Kamer. Zij worden op de website van de Kamer en in de bijlage bij het integraal verslag van deze vergadering opgenomen.

Berichten van verhindering

Gezondheidsredenen: Alisson De Clercq

IPU: Geert Versnick

Federale regering

Marc Verwilghen, minister van Economie, Energie, Buitenlandse Handel en Wetenschapsbeleid: met zending buitenslands (Barcelona)

Vincent Van Quickenborne, staatssecretaris voor Administratieve Vereenvoudiging: met zending buitenslands (Oslo)

Jean-Marc Nollet (ECOLO): Om een tweede misverstand te voorkomen zou ik me ervan willen vergewissen of mevrouw Gerkens haar vraag aan minister Flahaut wel degelijk na de vergadering van de minister van 16 uur kan stellen zodat ze haar relevantie niet verliest. Zoniet krijgen we opnieuw te maken met dezelfde toestand als gisteren in de commissie, toen de minister niet geantwoord heeft en getracht heeft zich aan de parlementaire controle te onttrekken.

De voorzitter: De minister heeft in de commissie aan mevrouw Gerkens gezegd dat hij om 16 uur een ontmoeting had en dat zijn beslissing van de afloop ervan zou afhangen. Het had dus geen zin de minister vóór 16 uur te ondervragen, wat ik de betrokkene heb meegedeeld. We zullen straks zien hoe de zaken staan.

Paul Tant (CD&V): Dit is het zoveelste bewijs van het misprijzen van de regering voor het Parlement en zijn voorzitter. Afspraken moeten worden nagekomen. Daar is iedereen het mee eens, zelfs de leden van de meerderheidspartijen. Ik betreur het dat niemand van de regering aanwezig is.

De voorzitter: Het is een misverstand, maar ze zouden hier toch moeten zijn natuurlijk.

Francis Van den Eynde (Vlaams Belang): Ik heb aan alle ministers en staatssecretarissen een vraag gesteld over de bedragen die zij de laatste vier jaar hebben uitbetaald aan het advocatenkantoor van de echtgenoot van minister Onkelinx. De meesten hebben daar een antwoord op gegeven, behalve de ministers Dewael en Flahaut. Zij hebben geweigerd om te antwoorden. Dit is de laatste vergadering. Kan de voorzitter hen vragen om alsnog te antwoorden? Hebben zij misschien iets te verbergen?

De voorzitter: Ik denk het niet, maar ik weet ook niet waarom ze dan niet geantwoord hebben. Ik zal in de loop van de namiddag met hen contact opnemen.

Francis Van den Eynde (Vlaams Belang): Ik heb de vraag eerst schriftelijk gesteld en omdat zij niet geantwoord hebben, daarna ook mondeling. Zij hebben mij gezegd dat ze weigerden om op mijn vraag te antwoorden.

De voorzitter: Ik zal hen vragen waarom.

De vergadering wordt geschorst om 14.28 uur.

De vergadering wordt hervat om 14.30 uur.

Vragen

01 Vraag van de heer Dirk Van der Maelen aan de vice-eersteminister en minister van Financiën over "de controverse rond de heer Wolfowitz, voorzitter van de Wereldbank" (nr. P1909)

01.01 **Dirk Van der Maelen** (sp.a-spirit): De voorzitter van de Wereldbank, de heer Wolfowitz, heeft zich schuldig gemaakt een nepotisme. De ministers van Financiën en Ontwikkelingssamenwerking zeggen daarom zeer ongerust te zijn over zijn geloofwaardigheid als voorzitter en vragen zich af of hij zijn functie wel kan blijven uitoefenen. De Duitse, Britse en Nederlandse ministers vinden de situatie problematisch en zijn van mening dat de heer Wolfowitz niet kan blijven functioneren aan het hoofd van de Wereldbank.

Waarom hebben wij niets vernomen over het standpunt dat onze minister van Financiën of zijn vertegenwoordiger op de vergadering van de Wereldbank in Washington heeft ingenomen? Vindt minister Reynders dat de heer Wolfowitz kan aanblijven als voorzitter?

01.02 Minister **Didier Reynders** (Nederlands): Mijn standpunt is terug te vinden in verschillende communiqués van Belga.

Ik merk op dat de Duitse minister van Financiën – een socialist – niet aanwezig was op de vergadering in Washington omdat hij met zijn gezin op safari was. Hij is nochtans de huidige voorzitter van de G8 en de EU.

Ik heb samen met mijn Spaanse college, de heer Solbes, een aantal vergaderingen gevraagd met onder meer onze Amerikaanse collega, de heer Paulson. Wij hebben gepleit voor een grondig onderzoek van de situatie. Dat onderzoek door een apart comité komt er.

Ik heb een verklaring opgesteld voor de vergadering van de Wereldbank, ik heb een dossier op tafel gelegd bij onze groep van tien landen. Ik heb de verschillende landen naar hun mening gevraagd en iedereen vraagt een onderzoek. Ik wilde hetzelfde doen met een aantal Europese collega's, maar jammer genoeg was de Duitse minister afwezig.

Wij hebben de Wereldbank in een communiqué om een reactie gevraagd en er wordt een onderzoek gestart. Het is duidelijk dat er een groot probleem is, maar we moeten wachten op het resultaat van het onderzoek en op de reacties van de andere landen. Ik heb in ieder geval een zeer duidelijk standpunt ingenomen.

01.03 Dirk Van der Maelen (sp.a-spirit): Bij zijn aantreden verkondigde de heer Wolfensohn dat landen die hulp van de Wereldbank wilden krijgen, een goed bestuur moesten aantonen en de strijd tegen de corruptie moesten aangaan. Het getuigt niet echt van goed bestuur om de eigen partner een plaats te geven op het Amerikaanse ministerie van Buitenlandse Zaken en haar een hoger loon te geven dan minister Rice zelf.

Ik begrijp de aarzeling van minister Reynders niet. Hij heeft een onderzoek gevraagd, maar Duitsland, Groot-Brittannië en Nederland hebben een veel duidelijk standpunt ingenomen en stellen dat Wolfowitz niet kan aanblijven. Blijft onze minister bij zijn afwachtende houding?

01.04 Minister Didier Reynders (Nederlands): Mijn standpunt is het unanieme standpunt van de hele eurogroep, dus ook van de Duitse collega die afwezig was in Washington.

De heer Van der Maelen heeft het over de heer Wolfensohn, de vorige voorzitter, ik vermoed dat hij de heer Wolfowitz bedoelt.

01.05 Dirk Van der Maelen (sp.a-spirit): Ik betreur het dat onze minister het duidelijke standpunt van Duitsland, Nederland en Groot-Brittannië niet bijtreedt.

Het incident is gesloten.

02 Vraag van de heer Luc Gustin aan de vice-eersteminister en minister van Financiën over "het in het kader van CAP 48 uitgereikte fiscaal attest" (nr. P1910)

02.01 Melchior Wathelet (cdH): Ik dring erop aan dat de vicepremier en minister van Financiën qualitate qua, en niet in zijn hoedanigheid van partijvoorzitter antwoordt!

02.02 Luc Gustin (MR): Mevrouw Delvaux, cdH-kandidate voor de Senaat, heeft veertienduizend brieven verstuurd in het kader van operatie-CAP48 van de RTBF. Het zij verre van mij kritiek te geven op dat soort operaties, die op zich erg nuttig zijn, maar ik vraag me af of die brief geen verkapte en onrechtmatige verkiezingsstunt is. Bovendien verklaart de voorzitter van CAP48 dat de brief tevens dienst doet als fiscaal attest, die je bij je belastingaangifte kan voegen en waarmee je 35 à 50 procent van je gift kan recupereren. Wat is uw mening hierover?

02.03 Minister Didier Reynders (Frans): Giften aan de organisatie CAP48 zijn fiscaal aftrekbaar; we hebben zelfs voorgesteld om een aantal verrichtingen vrij te stellen van btw.

De administratie der belastingen gaat na onder welke voorwaarden die giften worden overgemaakt. Wat me in dit geval verrast, is dat men mij attesten bezorgt die op 15 april 2007 door de vertegenwoordiger van die vereniging werden gecertificeerd, terwijl de bestuurders van die vereniging bevestigen dat die attesten veel vroeger bij de schenkers moesten toekomen. Alle documenten zouden vanaf 23 maart zijn verstuurd en De

Post zou ze vóór 6 april moeten hebben bezorgd. Dat doet problemen rijzen, daar ik nooit eerder iemand een fiscaal attest voor een gift heb weten certificeren nadat het werd ondertekend. Ik zal mijn administratie dan ook hierover ondervragen.

Ten slotte zal ik het dossier aan de Kamervoorzitter bezorgen, opdat kan worden nagegaan of de bepalingen inzake de verkiezingsuitgaven werden nageleefd. Daarvoor is mijn departement immers niet bevoegd.

Ik wil er nog aan toevoegen dat het departement Financiën normaliter geen fiscale attesten ontvangt die door een persoon extern aan de betrokken vereniging werden ondertekend. Ik heb echter begrepen dat het om twee verschillende documenten gaat.

02.04 Luc Gustin (MR): Ik kan mevrouw Delvaux alleen maar aanraden om die briefwisseling in haar verkiezingsuitgaven op te nemen.

Het incident is gesloten.

03 Samengevoegde vragen van

- mevrouw Marie Nagy aan de eerste minister over "de geluidshinder in de buurt van de luchthaven Brussel-Nationaal" (nr. P1907)

- mevrouw Joëlle Milquet aan de eerste minister over "de geluidshinder in de buurt van de luchthaven Brussel-Nationaal" (nr. P1908)

03.01 Marie Nagy (ECOLO): Vanaf 10 mei moet de Belgische Staat de dwangsommen betalen die de rechtbank in kort geding heeft opgelegd. Na afloop van de vergadering van het Overlegcomité verklaarde de premier verrassend dat hij voorstander was van een herfederalisering van de geluidsnormen. Alleen ligt de oorzaak van het probleem in dit geval niet bij de geluidsnormen, maar bij de manier waarop minister Landuyt het dossier heeft gemanaged.

Bevestigt de eerste minister die uitspraken, waarmee hij eigenlijk toegeeft dat de regering niet bij machte is haar bevoegdheden effectief op zich te nemen?

03.02 Joëlle Milquet (cdH): Na vier jaar inactiviteit vanwege de regering, 21 gerechtelijke uitspraken en boetes voor een recordbedrag van 750.000 euro stelde de eerste minister gisteren als enige oplossing voor om in plaats van een aanpassing van het spreidingsplan door te voeren de geluidsnormen te herfederaliseren terwijl de moeilijkheid nu zit in het feit dat wij opgescheept zitten met een onrechtvaardig spreidingsplan waarvan de wijziging uitsluitend tot de bevoegdheid van de federale regering behoort.

Wat zal de regering in de laatste weken die haar nog resten, doen om een oplossing te vinden?

03.03 Eerste minister Guy Verhofstadt (Frans): Op het Overlegcomité van 30 maart 2007 werd beslist dat het Vlaamse Gewest en het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest een gemeenschappelijk voorstel zouden formuleren om dwangsommen te vermijden en, indien nodig, om de geluidsnormen en het spreidingsplan aan te passen.

Op 25 april konden we alleen maar vaststellen dat de twee regeringen hun eigen standpunt hebben, maar niet tot een akkoord zijn gekomen.

Het spreidingsplan op zich vormt geen probleem, wel de onderlinge samenhang tussen dat plan en de geluidsnormen. Het is inderdaad waanzinnig dat een vliegtuig, afhankelijk van het grondgebied dat het overvliegt, op een paar minuten tijd aan uiteenlopende gewestelijke normen wordt onderworpen. Na alle pogingen van minister Landuyt lijkt het me een goede oplossing de federale regering opnieuw bevoegd te maken voor de geluidsnormen.

Van de partij van mevrouw Milquet verwacht ik weinig tegenkanting wat een herfederalisering betreft.

03.04 Marie Nagy (ECOLO): We stellen eens te meer vast dat de federale regering niet in staat is haar bevoegdheid in dit domein uit te oefenen.

De problemen hangen wel degelijk samen met het spreidingsplan, dat een louter communautaire grondslag heeft en erop gericht is een deel van de kiezers van de heer Bert Anciaux te sparen.

Slechts 6 procent van de vluchten overschrijdt de geluidsnormen. Het probleem is ruimer en betreft ook de vliegroutes, de onaangepaste toestellen, enz.

Bovenop de boete van 750.000 euro moet ook nog eens 1.162.579 euro aan procedurekosten worden betaald, omdat men zo koppig is geweest geen oplossing te willen vinden voor een technisch probleem dat overal elders in Europa werd opgelost.

03.05 Joëlle Milquet (cdH): En plots bekruipt u de zin om te herfederaliseren!

Voor de geluidsnormen dient er geen samenwerkingsovereenkomst afgesloten te worden, want het probleem ligt bij de onmacht van de regering om een overeenkomst over het spreidingsplan te bereiken. Zo blijft er haar geen andere mogelijkheid dan de verantwoordelijkheid op andere beleidsniveaus af te wentelen!

Het incident is gesloten.

04 Vraag van de heer Mohammed Boukourna aan de minister van Buitenlandse Zaken over "de afrekening met het communisme door de Poolse regering" (nr. P1912)

04.01 Mohammed Boukourna (PS): Sinds 15 maart is in Polen een nieuwe wet van kracht die afrekenet met het communisme. Die wet ligt in het verlengde van wettelijke bepalingen die in 1997 werden ingevoerd en die de burgers ertoe verplichten schriftelijk te verklaren dat ze niet met de communistische geheime politie hebben samengewerkt. Honderdduizenden personen waaronder leerkrachten zijn aan die verplichting onderworpen.

De voormalige minister van Buitenlandse Zaken, de heer Bronislaw Geremek, heeft geweigerd om die wet na te leven omdat hij vindt dat deze zijn fundamentele rechten aantast. De commissie Juridische Zaken van het Europees Parlement zal het dossier weldra behandelen; met uitzondering van extreem rechts hebben alle fracties verklaard die stellingname bij te treden.

Welke houding zal België ten aanzien van dit buitensporige beleid van Polen aannemen?

Moeten we iedereen die zich naar die wet moet schikken onze steun niet betuigen?

Moeten we de Poolse autoriteiten niet benaderen om te voorkomen dat de toepassing van die wet in een ware heksenjacht ontaardt?

04.02 Minister Karel De Gucht (Frans): Bijna 700.000 mensen vallen onder de nieuwe wetgeving, dus heel wat meer dan onder de vorige wet. De burgers vragen of ze met het communistische regime hebben samengewerkt vormt op zich geen schending van de fundamentele rechten. We zullen op grond van de praktijk moeten oordelen hoe de nieuwe wet wordt toegepast. We zullen die kwestie blijven volgen. Ik heb begrip voor de houding van de heer Geremek. De steun van het Europees Parlement is een belangrijk signaal.

04.03 Mohammed Boukourna (PS): De Poolse ombudsman is nu al van oordeel dat de vooropgestelde straffen buiten alle verhouding zijn. We moeten steeds voor een geheugenpolitie beducht zijn.

Het incident is gesloten.

05 Vraag van de heer Luc Sevenhans aan de minister van Landsverdediging over "de benoeming van twee topambtenaren bij het Nationaal Instituut voor Oorlogsinvaliden, Oudstrijders en Oorlogsslachtoffers (NIOOO) ter bestrijding van extreemrechts" (nr. P1914)

05.01 Luc Sevenhans (Vlaams Belang): Er waren nog een aantal vragen die ik de minister wou stellen en het was moeilijk een keuze te maken. Maar deze vraag stak er toch wel met kop en schouders bovenuit.

Eind januari werd hier een vals wetsvoorstel ingediend door de trouwe fanclub van de minister: de heren Monfils en Geerts en de dames Belhouari en Vautmans. Een wetsontwerp eigenlijk, want duidelijk gedicteerd door het kabinet Flahaut. Het leek een vrij neutrale tekst, die enkele bevoegdheden toekende aan het NIOOO voor de bestrijding van de onverdraagzaamheid. Wie kan daar nu tegen zijn, zou men denken.

Een gunstige wind heeft ons echter de tekst bezorgd van het voorontwerp van KB dat de minister wil nemen in uitvoering van de wet, en dat maakt zijn werkelijke bedoeling duidelijk. Hij wil namelijk twee topambtenaren benoemen om het Vlaams Belang te bestrijden. Die twee ambtenaren van het niveau A4 krijgen zelfs een heus kabinet.

Welke namen heeft de minister in gedachten voor deze benoemingen? Wat is de bedoeling van dit alles? Waarom blijft de minister het NIOOO misbruiken voor andere doeleinden?

De **voorzitter**: Mijnheer Monfils, het Parlement heeft de wet aangenomen, laat de uitvoering ervan nu aan de regering over.

05.02 Minister **André Flahaut** (*Frans*): Precies, mijnheer de voorzitter, u heeft de vraag zonet zelf beantwoord. Deze Assemblee heeft een wetsvoorstel aangenomen. Ik voer dat uit en er wordt momenteel een koninklijk besluit voorbereid. Nadien volgt de administratieve en begrotingsprocedure. Er hebben nog geen benoemingen plaatsgevonden.

05.03 **Luc Sevenhans** (Vlaams Belang): De minister heeft het NIOOO wereldberoemd gemaakt met zijn schandalige benoemingspolitiek. Nu wil hij weer twee benoemingen forceren onder de dekmantel van een wetsvoorstel. Is het de bedoeling om een paar mensen te 'placeren'? Met welke middelen wil de minister deze ambtenaren betalen? De Kamervoorzitter beseft toch wel dat de minister naast hem de grootste beschadiger is van paars?

Het incident is gesloten.

05.04 **Francis Van den Eynde** (Vlaams Belang): Mag ik de voorzitter herinneren aan de afspraak dat hij minister Flahaut een vraag zou stellen?

De **voorzitter**: Dat klopt. Ik heb beloofd dat twee vragen van de heer Van den Eynde, aan de minister van Defensie en aan de minister van Binnenlandse Zaken, tijdig beantwoord zouden worden. De heer Van den Eynde mag gerust zijn.

Mevrouw Gerkens is er momenteel niet. Mijnheer de minister, ik zal opnieuw contact met u opnemen.

05.05 Minister **André Flahaut** (*Frans*): Mevrouw Gerkens heeft mij gisteren in de commissie voor de Justitie deze vraag over het conflict tussen Total Fina en Birmaanse vluchtelingen al gesteld. Ik heb het 'weinig gemeenschappelijk vakbondsfront' en vertegenwoordigers van het Hof van Cassatie ontmoet en heb vanmiddag nog contact met de federale procureur, maar volgens mevrouw Gerkens had ik laatstgenoemde eerder moeten ontmoeten. Ik weet nog niet of ik haar vandaag een antwoord zal kunnen geven.

Betaamt het om dezelfde vraag in de commissie en nadien in de plenaire vergadering te stellen?

05.06 **Francis Van den Eynde** (Vlaams Belang): Ik heb de minister tot tweemaal toe vruchteloos gevraagd hoeveel hij betaald heeft aan het advocatenkantoor van de echtgenoot van minister Onkelinx. Als behoeder van de rechten van de Kamerleden moet de voorzitter de minister aanmanen om op mijn vraag te antwoorden.

De **voorzitter**: U hebt gehoord wat ik de minister gevraagd heb en ik zal dezelfde vraag aan de andere betrokken minister bezorgen.

05.07 Minister **André Flahaut** (*Frans*): Aangezien mevrouw Gerkens er niet is, ben ik pleite!

05.08 Paul Tant (CD&V): Er was afgesproken dat mevrouw Gerkens haar vraag na 16 uur zou kunnen stellen.

De **voorzitter**: Het uur werd gewijzigd door de ontmoeting...

05.09 Paul Tant (CD&V): Dat neemt niet weg dat deze vraag nog moet kunnen gesteld worden.

De **voorzitter**: Ik kan de vraag toch niet stellen namens mevrouw Gerkens?

Het incident is gesloten.

06 Samengevoegde vragen van

- mevrouw **Véronique Salvi** aan de minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid over "de stage van de studenten tandheelkunde" (nr. P1915)

- de heer **Luc Goutry** aan de minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid over "de stage van de studenten tandheelkunde" (nr. P1919)

06.01 Véronique Salvi (cdH): Naar verluidt moeten de studenten tandheelkunde die dit jaar afstuderen een zesde jaar praktische opleiding op het terrein volgen. Alle studenten die dit jaar afstuderen worden echter niet op dezelfde manier behandeld. Die maatregel is enkel van toepassing op studenten die hun studies in 2002 zijn begonnen en die dus hun vijf jaar met vrucht hebben beëindigd. Die studenten worden benadeeld in vergelijking met de studenten die hun studies in 2001 hebben aangevat en die dit jaar kunnen beginnen werken.

Kunt u mij informatie verschaffen over dat mogelijke besluit dat u zou kunnen nemen zodat alle studenten voortaan op voet van gelijkheid kunnen worden behandeld?

06.02 Luc Goutry (CD&V): Er heerst onduidelijkheid over de tandartsenstage. De situatie doet denken aan de onduidelijkheid die tot voor kort bestond over het statuut van stagedoende artsen. Ook zij hadden een statuut *sui generis* dat makkelijk kon leiden tot schijnzelfstandigheid. De minister heeft voor de artsen gezorgd voor een aanvaardbare oplossing. Voor de tandartsen zou er ook snel een oplossing kunnen zijn, want er is al van in 2000 een ministerieel besluit dat evenwel niet operationeel is. Wie toen begon te studeren in de waan dat er een goed statuut zou komen, komt nu bedrogen uit.

Hoe zit het met de stage? Welke besluiten moet men nog publiceren? Onder welk statuut zal men kunnen werken?

06.03 Minister Rudy Demotte (Frans): Een koninklijk besluit van 2002 bepaalt de voorwaarden van de twee stages die de studenten hoe dan ook moeten lopen. Ter zake bestaan precedentes. Soms heeft men het gevoel dat een en ander niet rechtvaardig is. Het gaat echter om vaststaande regels en de academische wereld, zowel aan Franstalige als aan Nederlandstalige kant, vraagt unaniem dat de uitvoering van die bepalingen niet zou worden uitgesteld. Ik zal me daar dus aan houden.

(Nederlands) De stage moet minimum 1.500 tot 1.800 uren bedragen. De stagiairs zullen moeten werken onder het zelfstandigenstatuut, niet als helper. Ze moeten dus sociale bijdragen betalen. Er is voorzien in een minimumvergoeding van 15.000 euro per jaar. Dit was al aangekondigd in het MB van 5 april 2007. Enkele KB's moeten KB nr. 78 aanpassen. Die KB's zijn klaar en worden zo snel mogelijk gepubliceerd.

06.04 Véronique Salvi (cdH): Volgens de informatie waarover ik beschik, hebben de rectoren en de decanen zich voor het uitstel met één jaar uitgesproken opdat al die studenten op voet van gelijkheid zouden worden behandeld. Ik vraag dan ook dat u uw beslissing zou herzien.

06.05 Luc Goutry (CD&V): Men moet snel alle maatregelen nemen voor een goed statuut en dit structureel doen voor alle gezondheidsberoepen.

Het incident is gesloten.

07 Vraag van de heer Guido De Padt aan de minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid over "de laattijdige betalingen aan de rustoorden" (nr. P1916)

07.01 Guido De Padt (VLD): De rustoordsector zit met de handen in het haar, want de inlichtingen over het dagforfait aan de rustoorden blijven uit. Hierdoor kunnen ze geen voorschotfacturen indienen bij het ziekenfonds, terwijl ze intussen wel RSZ-bijdragen moeten betalen. Er is ook onrust over de attractiviteitspremie van 40 euro die op basis van een akkoord uit 2005 moet worden uitbetaald. Het RIZIV zegt dat indien de openbare rustoorden de premie niet uitbetalen, men ook de dagforfaits niet meedeelt. De datum waarop de voorschotfacturen moeten zijn ingediend, 10 mei, komt snel dichterbij.

Waarom slaagt het RIZIV er niet in om de dagforfaits tijdig mee te delen? Wat wil de minister hieraan doen? Komt er een uitstel? Of worden er voorschotten toegekend in afwachting dat die gegevens worden meegedeeld? Zal de RSZ uitstel van betaling voor de bijdragen toestaan?

07.02 Minister Rudy Demotte (Nederlands): De rustoorden worden vooreerst gefinancierd door de forfaits. De rustoorden kregen hierover informatie op 28 maart. De informatie bevatte fouten die zeer snel moesten worden rechtgezet. Op 24 april heeft men de nieuwe forfaits doorgestuurd naar de rustoorden. Er is nog een klein probleem met rustoorden die verbonden zijn aan een OCMW. Enkele bepalingen van het laatste sociaal akkoord werden niet toegepast. Er zou snel een oplossing kunnen komen. Er bestaat geen risico om de forfaits te verliezen. Men moest uiterlijk tegen 20 april informatie ter beschikking stellen, maar dat zal geen problemen opleveren.

Een andere financieringsbron garandeert de harmonisering van de lonen. Het KB hierover werd genomen op de laatste ministerraad. Het KB bevindt zich nu bij de Raad van State en uiterlijk tegen augustus zouden we over de laatste gegevens beschikken. In zake de financiering van de eindeloopbaan zit het RIZIV op schema.

07.03 Guido De Padt (VLD): Ik pleit voor waakzaamheid tegenover het RIZIV. Het kan niet dat OCMW's of private rustoorden de federale overheid prefinancieren. De minister moet erop toezien dat de federale overheid haar taak tijdig en correct uitvoert.

Het incident is gesloten.

08 Vraag van de heer Carl Devlies aan de vice-eersteminister en minister van Begroting en Consumentenzaken over "de niet-geordonnanceerde facturen op het einde van 2006" (nr. P1911)

08.01 Carl Devlies (CD&V): Enkel minister Dewael antwoordde niet op mijn vragen aan de diverse regeringsleden inzake facturen van eind 2006 die niet in de begroting 2006 zijn opgenomen. In totaal gaat het om 15.477 facturen ter waarde van 124,6 miljoen euro. De niet-ordonnancering was een van de maatregelen van de regering om de begroting 2006 op te smukken. Samen met de operaties inzake de vennootschapsbelasting - 225 miljoen euro - en inzake de personenbelasting - 850 miljoen euro - werd zo in totaal 1,2 miljard euro gevonden.

Bevestigt de minister de bedragen en het aantal facturen? Gelden de conclusies ook voor het departement van minister Dewael? Volgens de meeste regeringsleden had de verschuiving te maken met het ankerprincipe dat eind 2006 werd ingevoerd, maar sommigen verwezen ook naar instructies van de Thesaurie. In elk geval gaat het om een werkwijze die de ministers moesten toepassen om de begroting op te smukken.

08.02 Minister Freya Van den Bossche (Nederlands): Het anker wordt meer dan een jaar op voorhand vastgelegd en maakt het mogelijk dat het totale aantal middelen dat elk departement denkt te zullen besteden, wordt verlaagd. Het is dus geenszins een ingreep om middelen weg te nemen.

Omdat we met de huidige informaticatoepassing niet kunnen zien welke facturen nog moeten worden geordonnanceerd, vragen we elk departement begin december of de toegewezen middelen volstaan om nog

openstaande facturen te betalen. Begin december vorig jaar gaven we zo onder meer extra middelen aan de FOD's Justitie en Financiën.

De voorbije tien jaar bleef het percentage facturen dat pas in het eerstvolgende jaar wordt betaald, met 6 à 8 procent zo goed als constant. Deze werkwijze is volstrekt normaal en wordt ook in de privésector en bij andere overheden toegepast. Wat de federale overheid betreft, ging het om 18.262 facturen op een totaal van ongeveer 240.000. In bedragen gaat het om 153,6 miljoen euro op een totaal van 2,2 miljard.

Facturen worden om drie redenen niet in het jaar zelf geordonnanceerd. Zo nemen het departement en het Rekenhof de tijd om te controleren of de facturen correct zijn. Ook de interne controleprocedure neemt tijd in beslag. Soms is er sprake van gesplitste of variabele kredieten. Ten derde worden sommige facturen te laat ontvangen, want er kan slechts tot midden december worden geordonnanceerd.

08.03 Carl Devlies (CD&V): De vergelijking met de privésector en met andere overheden klopt niet. In 2003 keurde het Parlement trouwens een wet goed die de operaties in kwestie verbiedt, maar de regering heeft de inwerkingtreding van die wet steeds uitgesteld.

Ik blijf erbij dat eind 2006 facturen ter waarde van 1,2 miljard euro werden overgeheveld naar het volgende jaar. Samen met de eenmalige operaties ter waarde van 2,4 miljard euro, levert dat een totale kunstmatige opsmuk van 3,6 miljard euro op. De volgende regering en de volgende generaties zullen het gelag betalen.

08.04 Minister Freya Van den Bossche (Nederlands): De oppositie heeft zo haar eigen berekeningswijze, maar Eurostat stelde vast dat de begroting 2005 een structureel overschot van 0,3 procent had. Het overschot van 2006 bedraagt 680 miljoen euro. In plaats van een gewoon evenwicht, haalden we een overschot van 0,2 procent. Waarom zou ik dan facturen ter waarde van 150 miljoen euro voor me uit willen schuiven?

08.05 Carl Devlies (CD&V): De minister vergist zich nu wel heel erg. Eurostat stelde voor 2005 een tekort van 2,3 procent bbp vast, of 7 miljard euro.

Het incident is gesloten.

09 Vraag van de heer Tony Van Parys aan de minister van Mobiliteit over "de reactie op de verklaring van de minister van Justitie over de DHKP-C-zaak" (nr. P1917)

09.01 Tony Van Parys (CD&V): Vorige week waande minister Landuyt zich even bevoegd voor Justitie, maar met zijn optreden joeg hij de echte minister van Justitie de gordijnen in. In de commissie Justitie zei minister Onkelinx gisteren dat minister Landuyt niet bevoegd was, het dossier niet kende en onbehoorlijk optrad.

Bovendien verklaarde ze dat de eerste voorzitter van het Gentse hof van beroep - niet het openbaar ministerie - had beslist over de samenstelling van de rechtbank van Brugge. Daarmee draagt de eerste voorzitter een grote verantwoordelijkheid voor de vernietiging van de procedure. Volgens minister Onkelinx werden bovendien geen documenten bedrieglijk achtergehouden of vervalst.

Hoe reageert minister Landuyt op de uitlatingen van minister Onkelinx? Blijft hij bij zijn eerdere verklaringen?

09.02 Minister Renaat Landuyt (Nederlands): In een opiniestuk in *De Morgen* wees ik op een fenomeen waarnaar ik ook al in mijn boek *Pro Justitia* verwees. Naar analogie van de vroegere scheve situatie bij de politie - die werd rechtgezet met de politiehervorming - rijst ook bij het gerecht het gevaar dat het federale parket denkt alles te moeten oplossen, terwijl de lokale, klassieke parketten gewoon moeten toekijken. Meer dan tien jaar geleden zei ik al dat we die situatie goed in het oog moeten houden.

In mijn opiniestuk heb ik om te beginnen gezegd dat de procureur mee beslist, want hij geeft adviezen over wie er rechter zal zijn. Daarnaast klopt het dat een rechter in Brugge bang was geworden, zoals minister

Onkelinx zei. In het arrest van het Hof van Cassatie staat dat de procureur-generaal van Gent gezegd heeft dat dit was omdat er een sfeer gecreëerd werd alsof dit een zeer gevaarlijke zaak was, waardoor de rechter schrik kreeg.

Ik heb in mijn opiniestuk willen duidelijk maken dat er een verschil is tussen de inschatting van het federale parket en die van het lokale parket. Volgens mij zouden we beide in één structuur moeten laten werken, zoals bij de eenmaking van de politie is gebeurd.

09.03 Tony Van Parys (CD&V): Ik vrees dat de minister niet veel kans maakt om ooit minister van Justitie te worden, nadat hij de magistraten van het openbaar ministerie valselijk beschuldigd heeft. Minister Landuyt schreef dat het niet door de beugel kan dat magistraten kwaadwillig procedurestukken achterhouden of vervalsen. Minister Onkelinx heeft gisteren ontkend dat dit gebeurd is. Als we niet aan het einde van de regeerperiode waren, dan zou de ministeriële verantwoordelijkheid van minister Landuyt in het gedrang komen. Het valselijk beschuldigen van het openbaar ministerie is echter een misdrijf en de strafrechtelijke verantwoordelijkheid eindigt niet met de ontbinding van het Parlement.

09.04 Minister Renaat Landuyt (*Nederlands*): Dat klinkt als een dreigement.

09.05 Tony Van Parys (CD&V): Neen, het is de vaststelling van een misdrijf.

Het incident is gesloten.

10 Vraag van de heer Guy D'haeseleer aan de minister van Werk over "de stand van zaken van het onderzoek naar onregelmatigheden bij de Fondsen voor Bestaanszekerheid" (nr. P1918)

10.01 Guy D'haeseleer (Vlaams Belang): Bij de fondsen voor bestaanszekerheid wordt op een compleet illegale manier tot 12 procent van de premies en toelagen ingehouden die door de fondsen aan de werknemers moeten worden uitgekeerd. Bepaalde fondsen betalen zelfs helemaal geen premie uit aan de werknemers die niet aangesloten zijn bij een vakbond. Deze georganiseerde diefstal door de vakbonden is onaanvaardbaar. De minister antwoordde mij al dat dergelijke onwettige praktijken niet gedoogd zouden worden.

Hoe ver staat het onderzoek? Welke fondsen hebben de wet overtreden? Hoeveel werknemers waren er het slachtoffer van en werden de gestolen gelden reeds teruggestort?

De voorzitters van de paritaire comités moeten het jaarverslag aan de minister bezorgen. Hoeveel fondsen hebben dat gedaan? Ik heb op 22 maart een brief geschreven aan de minister met de vraag om inzage te krijgen in deze documenten. Ik heb daar nog steeds geen antwoord op gekregen.

10.02 Minister Peter Vanvelthoven (*Nederlands*): Ik herhaal dat onwettelijke bepalingen in cao's niet zullen worden gedoogd. De heer D'haeseleer heeft het hier opnieuw over diefstal door de vakbonden, dus moet ik hem er opnieuw op wijzen dat de inhoudingen gebeuren door fondsen die paritair beheerd worden. Het gaat dus niet enkel om de vakbonden, maar om alle sociale partners.

Ik herhaal dat ik de sociale partners en de NAR gevraagd heb om alle cao's te onderzoeken op onregelmatigheden bij de fondsen voor bestaanszekerheid. Ik heb erop gewezen dat inhoudingen voor werknemers die niet bij een vakbond aangesloten zijn, onwettelijk zijn. De NAR is over deze problematiek samengekomen op 24 april en zal opnieuw samenkomen op 9 mei, wanneer er een lijst zal worden opgemaakt met onregelmatige cao's.

Nieuwe cao's waar onregelmatigheden in staan, zullen niet meer algemeen bindend verklaard worden. De oude cao's met onregelmatigheden moeten worden aangepast of de algemeenbindendverklaring zal worden ingetrokken.

De andere vragen van de heer D'haeseleer in verband met zijn brief heb ik schriftelijk niet gekregen. Ik zal het nakijken en hem op de hoogte houden.

10.03 Guy D'haeseleer (Vlaams Belang): De minister geeft niet echt een antwoord, maar steekt zich weg

achter het feit dat het onderzoek nog bezig is. Het verwondert mij dat we tot 9 mei moeten wachten op een lijst van onregelmatigheden, want ik ben nu al in het bezit van een interne lijst van de FOD, waaruit blijkt dat de controles reeds zijn uitgevoerd en dat tientallen fondsen de werknemers bestelen.

De minister heeft nooit geantwoord op mijn brief van 22 maart, waarin ik inzage vroeg in de jaarverslagen. Ook vandaag zwijgt hij daarover. Ik dring er bij de Kamervoorzitter op aan om de minister te wijzen op het inzagerecht van parlementsleden. Wanneer kan ik de verslagen op het kabinet van de minister komen inkijken?

De minister stelt zich erg passief op, omdat hij dit dossier zoveel mogelijk wil toedekken onder druk van de vakbonden. Het is schandalig dat hij de kant van de stelende vakbonden kiest en niet die van de honderdduizenden werknemers. De arbeiders hebben in het Vlaams Belang hun enige verdediger: wij zullen in elk geval deze zaak niet loslaten tot elke eurocent aan de werknemers is terugbetaald.

10.04 Minister **Peter Vanvelthoven** (*Nederlands*): Ik heb reeds gezegd dat alles ter inzage ligt bij mijn kabinet. Elk parlements lid kan de dossiers komen inkijken.

10.05 **Guy D'haeseleer** (Vlaams Belang): Ik heb op 22 maart een brief naar de minister gestuurd met die vraag. Ofwel heeft de minister een probleem met zijn kabinet, ofwel met de fondsen voor bestaanszekerheid. Ik denk dat het tweede het geval zal zijn.

Het incident is gesloten.

11 Regeling van de werkzaamheden

11.01 Minister **Didier Reynders** (*Nederlands*): Gisteravond was er een vergadering van de commissie voor de Justitie over artikel 505 van het Strafwetboek. Ik denk dat we dat nu op de agenda moeten plaatsen.

(*Frans*) Ik vraag dat het ontwerp dat gisteren bij hoogdringendheid door de commissie voor de Justitie werd behandeld op de agenda wordt geplaatst.

De **voorzitter**: Het zij zo.

Ontwerpen en voorstellen

12 Wetsontwerp houdende tweede aanpassing van de Algemene uitgavenbegroting van het begrotingsjaar 2007 (3061/1-5)

Overeenkomstig artikel 116 van het Reglement wordt een beperkte algemene bespreking gehouden.

Beperkte algemene bespreking

De beperkte algemene bespreking is geopend.

12.01 **Annemie Roppe**, rapporteur: De minister begon de bespreking van deze tweede begrotingsaanpassing met een uiteenzetting van de algemene tendensen inzake de primaire uitgaven, waarna zij de concrete maatregelen verduidelijkte. Daarna toonde zij aan dat de begrotingsdoelstelling werd gerealiseerd en dat de schuldgraad met 87,5 procent van het bbp onder de 90 procent is gedaald. Zij plaatste de begroting in de macro-economische context en lichtte daarna het concrete begrotingsbeleid toe. Zij concludeerde dat een dynamisch begrotingsbeleid beter is dan een zuiver boekhoudkundige benadering. Ook de OESO ondersteunt dit gecombineerde beleid.

Na de ontvangst van de opmerkingen van het Rekenhof volgde de algemene bespreking. Vanuit de oppositie hadden enkel de heren Bogaert en Devlies kritiek, de andere oppositieleden blonken uit in afwezigheid. In een bij wijlen bits debat maakten zowel de heer Bogaert als de heer Devlies duidelijk dat de federale

begroting volgens hen steeds problematischer wordt. De heren Devlies en Bogaert, Tommelein en de Donnea en ikzelf kregen van het Rekenhof duidelijk antwoorden op onze vragen.

Het ontwerp werd goedgekeurd met acht stemmen tegen twee. (*Applaus*)

De beperkte algemene bespreking is gesloten.

Bespreking van de artikelen

Wij vatten de bespreking van de artikelen aan van het wetsontwerp houdende tweede aanpassing van de algemene uitgavenbegroting van het begrotingsjaar 2007. De door de commissie aangenomen tekst geldt als basis voor de bespreking. (Rgt 85, 4) (3061/1+4+5)

Er werden geen amendementen ingediend.

De artikelen 1-01-1, 1-01-2 zoals door de commissie aangenomen, 2.03.1, 2.04.1, 2.14.1 tot 2.14.3, 2.16.1 tot 2.16.4, 2.17.1, 2.18.1, 2.19.1 tot 2.19.3, 2.24.1, 2.25.1 tot 2.25.8, 2.32.1, 2.44.1 tot 2.44.4, 4-01-1, 6-01-1, 7-01-1 worden artikel per artikel aangenomen.

De bespreking van de artikelen is gesloten. De stemming over het geheel zal later plaatsvinden.

13 Voorstel van resolutie betreffende het gebruik door motorfietsen van de voor de bussen bestemde rijstroken (2897/1-5)

- Wetsvoorstel tot wijziging van het koninklijk besluit van 1 december 1975 houdende algemeen reglement op de politie van het wegverkeer en van het gebruik van de openbare weg, teneinde de motorfietsen toe te staan gebruik te maken van de aan de bussen voorbehouden rijstroken (2619/1-2)

Bespreking

De door de commissie aangenomen tekst geldt als basis voor de bespreking. (Rgt 85,4) (2897/5)

De bespreking is geopend.

De **voorzitter**: De heer Van den Berghe, rapporteur, verwijst naar het schriftelijk verslag.

13.01 Corinne De Permentier (MR): Het aantal gemotoriseerde tweewielers op onze wegen gaat in stijgende lijn: in 2006 was er een stijging met 3,9 procent in vergelijking met 2005. In zes jaar tijd nam hun aantal met 25 procent toe. Het motorenpark is tussen 1980 en 2006 verdrievoudigd.

In het verkeersveiligheidsbeleid moet met die categorie weggebruikers rekening worden gehouden. Die voertuigen vormen bovendien een alternatief voor de oververzadiging op onze wegen en een troef voor een duurzame mobiliteit. Dat mooie plaatje wordt echter door de ongevallenstatistieken overschaduwd: de motorrijders zijn er oververtegenwoordigd in verhouding tot hun deelname aan het verkeer.

Om ervoor te zorgen dat meer mensen van de motor gebruik maken, moet de veiligheid van de motorrijders worden verbeterd. De inrichting van de wegeninfrastructuur vormt daartoe een eerste aanzet. Ook het gebruik van de busstroken moet ernstig worden overwogen.

Verscheidene Europese steden namen al maatregelen in dat verband. Londen, bijvoorbeeld, is erin geslaagd in vier jaar tijd het aantal doden en gewonden met een derde terug te dringen, door de motorrijders toe te laten op drie grote verkeersassen van de busstroken gebruik te maken. Motoren toelaten op de busstroken komt zowel de veiligheid van de motorrijders – die immers niet meer verplicht zijn zich door de files te wurmen – als de vlotte doorstroming van het verkeer ten goede.

Het koninklijk besluit van 1 december 1975 houdende algemeen reglement op de politie van het wegverkeer en van het gebruik van de openbare weg laat de taxi's toe gebruik te maken van de aan de bussen voorbehouden stroken.

In december jongstleden kondigde de Brusselse minister van Mobiliteit en van Openbare werken aan dat het verkeersreglement zou worden aangepast om fietsers toe te laten op de busstroken van het Brussels Gewest. Dat die maatregel enkel op de fietsers sloeg, verbaasde me erg. Ik heb de minister van Mobiliteit daaromtrent ondervraagd en een voorstel van resolutie ingediend om die mogelijkheid tot de motorfietsen uit te breiden. Na besprekingen in de commissie voor de Infrastructuur hebben we de regering gevraagd het koninklijk besluit van 1 december 1975 in die zin te wijzigen.

Dit zou een hele vooruitgang betekenen voor de motorrijders, en hiermee wordt voor hen een samenhangend mobiliteits- en veiligheidsbeleid uitgestippeld. Ik ben dan ook blij dat dit voorstel van resolutie zal worden aangenomen, en hoop dat we dit werk tijdens de volgende zittingsperiode zullen kunnen voortzetten.

De bespreking is gesloten.

Er werden geen amendementen ingediend of heringediend.

De stemming over het voorstel van resolutie zal later plaatsvinden.

14 Voorstel van resolutie betreffende maatregelen voor een beter beheer van de bosbouwsector in de Democratische Republiek Congo (DRC) (2997/1-3)

Bespreking

De door de commissie verbeterde tekst geldt als basis voor de bespreking. (Rgt 85, 4) (2997/3)

De bespreking is geopend.

14.01 Mohammed Boukourna, rapporteur: Ik verwijs naar mijn schriftelijk verslag.

14.02 Brigitte Wiaux (cdH): Ik dank mevrouw Detiège voor het aansturen van de werkzaamheden met betrekking tot dit voorstel, dat wij zullen steunen.

14.03 Hilde Vautmans (VLD): Met een studiedag in het Parlement heeft mevrouw Detiège de aanzet gegeven voor deze resolutie. Het Congolese regenwoud heeft niet alleen een grote waarde voor de lokale bevolking, het speelt ook een belangrijke rol als buffer tegen de klimaatproblemen.

Wij zullen deze resolutie goedkeuren omdat ook wij bezorgd zijn over de ongecontroleerde houtkap in Congo.

14.04 Maya Detiège (sp.a-spirit): Ik ben blij met de tussenkomst van mijn collega's en ik ben blij met hun steun. De studiedag heeft zijn waarde bewezen. Het is goed dat de verschillende partijen het belang van de resolutie inzien. Het gaat over het tweede grootste regenwoud ter wereld dat aan een hoog tempo wordt omgehakt, met alle gevolgen van dien.

De bespreking is gesloten.

Er werden geen amendementen ingediend of heringediend.

De stemming over het voorstel van resolutie zal later plaatsvinden.

15 Voorstel van resolutie betreffende de politieke en religieuze overtuigingen van Nawal El Saadawi en de daaruit voortvloeiende doodsb bedreigingen aan haar adres (2973/1-4)

Bespreking

De door de commissie aangenomen tekst geldt als basis voor de bespreking. (Rgt 85, 4) (2973/4)

De bespreking is geopend.

15.01 Maya Detiège, rapporteur: Deze resolutie gaat over de lijdensweg van de Egyptische schrijfster Nawal El Saadawi, en werd vooral door vrouwen in deze Kamer ingediend. Een hoge geestelijke in Egypte heeft onlangs opgeroepen Nawal El Saadawi gerechtelijk te vervolgen op basis van de inhoud van een toneelstuk, dat ondertussen op de lijst van verboden lectuur is terechtgekomen.

De resolutie werd in de commissie eenparig aangenomen.

15.02 Hilde Vautmans (VLD): Deze resolutie is een aanleiding om het fenomeen van de genitale verminking bij vrouwen aan te klagen. Het gebeurt vandaag de dag niet alleen in Egypte, maar in meer dan twintig landen. Nawal El Saadawi heeft dit thema op de agenda geplaatst. Zelfs hier in België lopen zo een achthonderd meisjes het gevaar naar hun land van herkomst te worden gestuurd om er voor het leven verminkt te worden.

Op 11 mei houden we met de actiegroep Bevolking en Ontwikkeling een colloquium waarop iedereen uitgenodigd is. Staatssecretaris Mandaila zal er haar actieplan ter zake toelichten. We moeten blijven strijden om deze infame praktijk de wereld uit te helpen.

15.03 Brigitte Wiaux (cdH): Ik wil mevrouw De Meyer danken voor het feit dat ze die problematiek via een resolutie die op de Vrouwendag in overweging werd genomen, onder onze aandacht heeft gebracht. Door de resolutie eenparig aan te nemen kunnen we een belangrijk signaal geven.

De **voorzitter**: De ministers moeten in hun beleidsbrieven aangeven in welke mate ze de resoluties van het Parlement in beleid omzetten.

De bespreking is gesloten.

Er werden geen amendementen ingediend of heringediend.

De stemming over het voorstel van resolutie zal later plaatsvinden.

16 Voorstel van resolutie betreffende tienerzwangerschappen in ontwikkelingslanden (2974/1-3)

Bespreking

De door de commissie verbeterde tekst geldt als basis voor de bespreking. (Rgt 85, 4) (2974/3)

De bespreking is geopend.

De **voorzitter**: De heer Chevalier, rapporteur, verwijst naar het schriftelijk verslag.

16.01 Hilde Vautmans (VLD): Ik ben blij dat we vandaag een hele reeks resoluties kunnen goedkeuren. We doen dat nu weliswaar op een drafje, maar er is veel werk in commissie aan voorafgegaan.

Deze resolutie is eigenlijk een voortvloeisel van het actieplan van de minister van Ontwikkelingssamenwerking inzake seksuele gezondheid. Zo'n 10 procent van de kinderen die op de wereld geboren worden, worden uit een kindmoeder geboren, met alle fysieke risico's van dien. Vaak worden kinderen die moeten bevallen, door fistula getroffen, een gevolg van de enorme druk die op de buik van de kindmoeder wordt uitgeoefend. Dit leidt tot blijvende incontinentie en wordt bijna altijd gevolgd door een uitstoting uit de gemeenschap.

Ik wil vooral de nadruk leggen op punt vijf van de resolutie: tienermoeders zijn niet alleen een probleem van vrouwen, maar ook van mannen. Zij moeten immers overtuigd worden om condooms te gebruiken. Ik hoop dat we in België gespaard blijven van religieuze leiders die de efficiëntie van condooms onterecht in twijfel trekken.

16.02 Brigitte Wiaux (cdH): Wij staan volledig achter de strekking van dat voorstel van resolutie en zullen het steunen.

16.03 Maya Detiège (sp.a-spirit): Ik ben blij met dit initiatief. Vaak horen we allerlei commentaar op de buitenlandse missies van parlementairen, maar die missies hebben zonder enige twijfel een meerwaarde door het confronterend en motiverend karakter ervan.

De **voorzitter**: De verslagen van de parlementaire missies zijn beschikbaar en raadpleegbaar op de site van de Kamer.

16.04 Maya Detiège (sp.a-spirit): Wanneer je letterlijk oog in oog staat met een twaalfjarige moeder, werkt dat heel confronterend.

De bespreking is gesloten.

Er werden geen amendementen ingediend of heringediend.

De stemming over het voorstel van resolutie zal later plaatsvinden.

17 Voorstel van resolutie betreffende het leren uit evaluaties van ontwikkelingsprojecten (3071/1-3)

Bespreking

De door de commissie verbeterde tekst geldt als basis voor de bespreking. (Rgt 85, 4) (3071/3)

De bespreking is geopend.

17.01 Hervé Hasquin, rapporteur: Ik verwijs naar mijn schriftelijk verslag.

17.02 Hilde Vautmans (VLD): Aanleiding voor deze resolutie was een rapport van het Rekenhof over het kennismanagement bij het Belgisch Overlevingsfonds. Ik vind het altijd schrijnend dat er zo weinig gebeurt met die rapporten. Als ik na 10 juni opnieuw mag zetelen, dan ga ik voorstellen om een wijziging aan te brengen aan het Reglement om ervoor te zorgen dat de verslagen van het Rekenhof systematisch geagendeerd worden in de bevoegde kamercommissies.

Bij de bespreking van de audit van het Rekenhof einde maart, kwamen een aantal pijnpunten aan het licht. Het is positief dat het Belgisch Overlevingsfonds de meeste van haar projecten evalueert, maar jammer genoeg gebeurt er achteraf weinig met die evaluaties. De relevantie van de projecten wordt ook bijna nooit in vraag gesteld. De evaluaties schenken te weinig aandacht aan de reële impact van de projecten. Zo is er bijna nooit een nulmeting beschikbaar, hoewel die onontbeerlijk is om na te gaan in hoeverre de projecten echt een verschil gemaakt hebben.

Er is ook te weinig inzicht in de duurzaamheid van de projecten. Men installeert iets en men maakt een evaluatie, maar men gaat niet na wat de situatie twee of drie jaar later is. Tijdens de parlementaire missie naar Niger hebben we zelf kunnen vaststellen dat men daar niet het geld had om de zonnepanelen van een waterput te vervangen, zodat men eigenlijk nog beter af was geweest met de oude putten waar ezels het water moesten ophalen.

Ook de vraag of de allerarmsten wel worden bereikt, wordt bijna nooit gesteld. Nochtans is het Overlevingsfonds net voor die categorie opgericht.

Ten slotte is er ook te weinig projectoverschrijdend leren: de evaluatie van het ene project wordt niet meegenomen naar andere projecten.

Al deze conclusies zijn eigenlijk extrapol eerbaar naar al onze ontwikkelingssamenwerkingsprojecten. Daarom hebben wij onze bevindingen omgezet in een resolutie, waarin wij de regering vragen rekening te houden met de aanbevelingen van het Rekenhof in haar hele ontwikkelingsbeleid. Ik denk dat het ook voor de burgers belangrijk is te weten dat hun geld goed besteed wordt.

17.03 Brigitte Wiaux (cdH): Ik wil het Rekenhof bedanken omdat het ons over dat probleem toelichting heeft verstrekt, alsook mevrouw Vautmans, die de werkzaamheden heeft aangestuurd. Wij zullen dat voorstel van resolutie steunen.

17.04 Maya Detiège (sp.a-spirit): De conclusies van de audit stemmen ook overeen met wat we bij ons bezoek aan Niger zelf vastgesteld hebben.

Een goede conclusie van het Rekenhof vond ik dat er meer rekening moet gehouden worden met bevolkingsgroepen die nu in bepaalde analyses niet worden opgenomen wegens leeftijd, sekse, handicap of etnische afkomst.

Een ander belangrijk punt is de toegang tot basisdiensten. Zo hebben we vastgesteld dat de vrouwen die moeten bevallen, heel moeilijk in de gezondheidscentra geraken.

Een laatste vaststelling is dat er in heel wat landen verschillende machtsstructuren naast elkaar bestaan: de traditionele chefs, de Staat, verkozen gemeentebesturen en de *civil society*. Het is belangrijk dat men een strategie ontwikkelt om die vier structuren met elkaar te coördineren.

Ik ben heel blij met deze resolutie en met het in de commissie geleverde werk.

De bespreking is gesloten.

Er werden geen amendementen ingediend of heringediend.

De stemming over het voorstel van resolutie zal later plaatsvinden.

18 Voorstel van resolutie betreffende de vrede en veiligheid in het Verre Oosten (2921/1-4)

Bespreking

De door de commissie aangenomen tekst geldt als basis voor de bespreking. (Rgt 85, 4) (2921/4)

De bespreking is geopend.

18.01 Miguel Chevalier, rapporteur: De indieners van deze resolutie vragen de regering om er via de EU en de VN op aan te dringen dat Noord-Korea zijn nucleaire tests zou stopzetten en dat China zijn raketten gericht op Taiwan, zou terugtrekken. China en Taiwan moeten opgeroepen worden tot een constructieve dialoog en de veiligheidsdialoog in het Verre Oosten moet geïnstitutionaliseerd worden. Op voorstel van de heer Daems is het punt met betrekking tot het behoud van het wapenembargo geschrapt. De geamendeerde resolutie werd eenparig goedgekeurd.

De bespreking is gesloten.

Er werden geen amendementen ingediend of heringediend.

De stemming over het voorstel van resolutie zal later plaatsvinden.

19 Voorstel van resolutie betreffende het statuut van Taiwan in de Wereldgezondheidsorganisatie (2375/1-4)

Bespreking

De door de commissie aangenomen tekst geldt als basis voor de bespreking. (Rgt 85, 4) (2375/4)

De bespreking is geopend.

Mevrouw Muylle, rapporteur, verwijst naar het schriftelijk verslag.

De bespreking is gesloten.

Er werden geen amendementen ingediend of heringediend.

De stemming over het voorstel van resolutie zal later plaatsvinden.

20 Wetsontwerp tot wijziging van de wetgeving inzake de verplichting om een lijst van mandaten, ambten en beroepen, alsmede een vermogensaangifte in te dienen, wat betreft de gemeentelijke en provinciale mandatarissen (2953/3-4)

Geamendeerd door de Senaat

Zonder verslag

Overeenkomstig artikel 87 van het Reglement wordt geen algemene bespreking in plenaire vergadering gewijd aan een wetsontwerp dat door de Senaat naar de Kamer is teruggestuurd, tenzij de Conferentie van voorzitters anders beslist.

Bespreking van de artikelen

Wij vatten de bespreking van de artikelen aan. De door de commissie aangenomen tekst geldt als basis voor de bespreking. (Rgt 85, 4) (2953/4)

Het wetsontwerp telt 3 artikelen.

Er werden geen amendementen ingediend.

De artikelen 1 tot 3 worden artikel per artikel aangenomen.

De bespreking van de artikelen is gesloten. De stemming over het geheel zal later plaatsvinden.

21 Ontwerp van bijzondere wet tot wijziging van de wetgeving inzake de verplichting om een lijst van mandaten, ambten en beroepen, alsmede een vermogensaangifte in te dienen, wat betreft de mandatarissen van de ondergeschikte besturen (2954/5+6)

Geamendeerd door de Senaat

Zonder verslag

Overeenkomstig artikel 87 van het Reglement wordt geen algemene bespreking in plenaire vergadering gewijd aan een wetsontwerp dat door de Senaat naar de Kamer is teruggestuurd, tenzij de Conferentie van voorzitters anders beslist.

Bespreking van de artikelen

Wij vatten de bespreking van de artikelen aan. De door de commissie aangenomen tekst geldt als basis voor de bespreking. (Rgt 85, 4) (2954/6)

Het wetsontwerp telt 4 artikelen.

Er werden geen amendementen ingediend.

De artikelen 1 tot 4 worden artikel per artikel aangenomen.

De bespreking van de artikelen is gesloten. De stemming over het geheel zal later plaatsvinden.

22 Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 15 april 1994 betreffende de bescherming van de bevolking en van het leefmilieu tegen de uit ioniserende stralingen voortvloeiende gevaren en betreffende het Federaal Agentschap voor Nucleaire Controle voor wat betreft de financiering van het Agentschap (3072/1-4)

De **voorzitter**: Ik stel voor dit wetsvoorstel te behandelen samen met het volgend punt op de agenda, het voorstel van resolutie inzake het Federaal Agentschap voor Nucleaire Controle.

22.01 Willy Cortois (VLD): Ik zie het verband tussen beide teksten niet. Men moet alleen al maar naar de indieningsdatum kijken. Ik wil een afzonderlijke behandeling.

De **voorzitter**: Ik zal de dagorde volgen.

Algemene bespreking

De algemene bespreking is geopend.

22.02 Jacques Chabot, rapporteur: De indiener van het wetsvoorstel, de heer Cortois, wees erop dat dit initiatief zijn oorsprong vindt in het arrest van 8 november 2006 waarin de afdeling administratie van de Raad van State besliste dat het Federaal Agentschap voor Nucleaire Controle (FANC) niet door middel van retributies kan worden gefinancierd.

Aan mevrouw Creyf, volgens wie dit voorstel een retroactieve belasting invoert, antwoordde de heer Cortois dat het geenszins om een belasting, maar wel om een heffing gaat.

De commissie heeft een amendement van de indiener op artikel 3 aangenomen, dat ertoe strekt ook voor het jaar 2008 de bijdragen vast te stellen van de heffingen die ten bate van het FANC worden geheven ten laste van de houders van vergunningen en erkenningen. Ze heeft ook een amendement van de indiener op artikel 5 aangenomen, dat ertoe strekt de bepaling die in een financiering van het FANC uit de algemene uitgavenbegroting voorziet, te schrappen. Daarnaast nam de commissie ook een amendement van de heer Cortois op artikel 6 aan, dat de buitenwerkingtreding van het ontworpen artikel 3, dat de bedragen van de jaarlijkse heffingen die ten bate van het Agentschap worden geheven, vaststelt, en van het ontworpen artikel 4, dat bepaalt dat de betalingsbevelen die het Agentschap en het Fonds voor de risico's van nucleaire ongevallen tijdens de periode 2001-2006 aan de heffingsplichtigen hebben gericht, geacht worden betalingsbevelen te zijn in de zin van de nieuwe wet, naar 1 januari 2009 verschuift.

De commissie besloot unaniem af te wijken van artikel 82 van het Reglement en het wetsvoorstel werd onmiddellijk met tien stemmen tegen een aangenomen. (*Applaus op alle banken*)

22.03 Philippe De Coene (sp.a-spirit): Ik stelde eerder al voor om beide teksten samen te bespreken, want het wetsvoorstel dat we straks wellicht zullen goedkeuren, realiseert punt 13 van de resolutie. De commentaar van de heer Cortois verrast mij.

22.04 Hilde Dierickx (VLD): Bij amendement nr. 2 van de heer Cortois is beslist dat de retributies voor de klasse 3-inrichtingen - de radiologische apparatuur- worden gehalveerd. Een terechte beslissing van de minister van Binnenlandse Zaken, want er vloeiden geen bijdragen terug naar de sector. De medische radiologische toestellen worden gecontroleerd door private bedrijven. Daarvoor wordt apart betaald. Er vloeit geen geld terug vanuit het Federaal Agentschap voor Nucleaire Controle (FANC).

22.05 Willy Cortois (VLD): Ik verheug mij over de unanimiteit.

De algemene bespreking is gesloten.

Bespreking van de artikelen

Wij vatten de bespreking van de artikelen aan. De door de commissie aangenomen tekst geldt als basis voor de bespreking. (Rgt 85, 4) (3072/4)

Het wetsvoorstel telt 6 artikelen.

Er werden geen amendementen ingediend.

De artikelen 1 tot 6 worden artikel per artikel aangenomen.

De bespreking van de artikelen is gesloten. De stemming over het geheel zal later plaatsvinden.

23 Voorstel van resolutie met het oog op de verbetering van de werking van het Federaal Agentschap voor Nucleaire Controle (3089/1-2)**Bespreking**

De door de commissie aangenomen tekst geldt als basis voor de bespreking. (Rgt 85, 4) (3089/2)

De bespreking is geopend.

23.01 Simonne Creyf, rapporteur: De commissie voor de Binnenlandse Zaken, de Algemene Zaken en het Openbaar Ambt beslist op 15 februari 2006 unaniem dat een werkgroep de opdracht krijgt om een voorstel van resolutie op te stellen om de werking van het FANC te verbeteren. De opdracht vloeit voort uit een aantal incidenten die ook leidden tot vragen en interpellaties in het Parlement. Voor de samenstelling van de werkgroep verwijs ik naar het schriftelijk verslag. De werkgroep heeft tweeëntwintig keer langdurig vergaderd: negen werkvergaderingen en dertien hoorzittingen. Voor de namen van wie gehoord werd, verwijs ik naar het schriftelijk verslag. De hoorzittingen vonden plaats achter gesloten deuren.

Er werd een globaal syntheseverslag gemaakt van de hoorzittingen dat focust op een aantal relevante thema's. Het bevindt zich in de bijlage bij het verslag. De hoorzittingen verliepen bijzonder kritisch. We hebben een mooi beeld gekregen van wat zich afspeelde in de periode die de werking van het FANC voorafging. We hebben problemen kunnen detecteren. De verschillende politieke fracties hebben daarna aanbevelingen geformuleerd. Op basis van de hoorzittingen en de aanbevelingen ging de werkgroep over tot haar aanbevelingen. De commissie heeft op 18 april 2007 dit verslag en de werkzaamheden van de werkgroep nucleaire veiligheid besproken. Daardoor is deze resolutie na goedkeuring uiteindelijk een resolutie van de Kamer geworden.

Het verslag bevat de bespreking van de ontwerpresolutie in de commissie Binnenlandse Zaken. De bijlagen beschrijven de ontstaansgeschiedenis en de huidige situatie van het FANC, geven een samenvatting van de hoorzittingen en bevatten het overzicht van de diverse aanbevelingen.

De commissie Binnenlandse Zaken nam de aanbevelingen van de werkgroep Nucleaire Veiligheid aan met tien stemmen voor en één onthouding.

Omdat de problemen van het FANC niet te wijten zijn aan het statuut van instelling van openbaar nut van de categorie C, vindt de Kamer het niet nodig het statuut te wijzigen. Er moeten wel garanties zijn dat de voogdijinstanties en het Parlement de werking beter controleren. De werkgroep beveelt de commissie aan het jaarverslag systematisch te bespreken met de voogdijminister en het FANC. Ook bijkomende initiatieven moeten mogelijk blijven. Naast het FANC moeten ook de erkende instellingen periodiek aan een externe controle worden onderworpen die aan de Europese en internationale normen beantwoordt. Ook de relatie tussen het FANC en erkende instellingen moet worden gecontroleerd.

De leden van de raad van bestuur moeten onafhankelijk en kwaliteitvol zijn. Naast wetenschappelijke deskundigen moeten er leden met managementervaring komen. De directeur-generaal moet na een selectie worden gekozen uit de best gerangschikten, ongeacht de taalrol. De relatie tussen directie en raad van bestuur moet bovendien beter, waarbij verantwoordelijkheden moeten worden afgebakend en opgenomen.

De minister van Binnenlandse Zaken blijft de voogdij uitoefenen, maar de Kamer stelt voor een tweede regeringscommissaris te benoemen om de financiële en budgettaire controle te waarborgen. Bovendien moeten de corporategovernanceregels in acht worden genomen. Er moet structureel overleg zijn tussen raad van bestuur, directie en regeringscommissarissen.

Mijns inziens is de relatie met de erkende instellingen een van de grootste uitdagingen voor het FANC. Volgens de Kamer moeten die instellingen worden gefilialiseerd in de vorm van een vennootschap van publiek recht onder controle van het Agentschap. De relatie tussen NIRAS en Belgoprocess kan daarbij als voorbeeld dienen. Het FANC levert het kapitaal, maar de dochteronderneming moet de door de wet opgelegde controles uitvoeren. Het FANC moet intussen volledig operationeel worden en de controle op de erkende instellingen versterken.

De Kamer vindt dat de financieringsregels moeten worden verbeterd. Dat het huidige stelsel uitsluitend stoelt op de storting van retributies verbonden met welbepaalde prestaties, belet de aanwending van de gevormde reserves. Een gemengd systeem van retributies en bijzondere heffingen zou een oplossing kunnen bieden. De heffingen zouden afkomstig zijn van producenten, gebruikers en houders van radioactieve stoffen en kunnen worden aangewend voor opdrachten die niet verbonden zijn met prestaties waarvoor een retributie wordt geïnd. Het FANC moet retributies correct en doeltreffend innen. Het moet snel over een exhaustieve gegevensbank beschikken die het mogelijk maakt alle retributieplichtigen te inventariseren en overeenkomsten te sluiten met het RIZIV en het FAVV. De raad van bestuur moet binnenkort een beslissing nemen inzake de besteding van de stevige reserves en van de mogelijke bijzondere heffingen. De bedragen moeten prioritair worden aangewend voor permanente opleiding, langetermijnonderzoek, specifieke opdrachten en de indienstneming van hooggekwalificeerd personeel.

De Kamer wil de onmiddellijke invoering van een analytische boekhouding en van een aangepaste *enterprise resource planning*. Er moet ook zo snel mogelijk een systeem van integrale kwaliteitszorg komen. Het FANC moet er alles aan doen om de nodige kwaliteitslabels te behalen. Er moet een geïntegreerde gegevensbank worden uitgewerkt die een volledige en automatische opvolging van exploitanten mogelijk maakt. In overleg met het personeel moet het FANC bovendien *service level agreements* vastleggen.

De Kamer verzoekt de minister om de instrumenten beschikbaar te maken die de interacties tussen de administratie en het Agentschap over de reglementering te verbeteren. We pleiten ook voor verduidelijking, vereenvoudiging en eenmaking van de vergunningsprocedures en voor een hervorming van de classificatie van de inrichtingen, die beter rekening moet houden met de risico's en controlebehoeften.

Het is dringend nodig dat de directie werk maakt van een modern personeelsbeleid.

In het verleden liep het verkeerd wat betreft communicatie en dialoog. Een aanbeveling bepaalt dat het Agentschap een intern en extern communicatieplan opstelt, dat de nodige transparantie garandeert.

De internationale rol van het Agentschap moet op een gestructureerde manier worden ontwikkeld en opgevolgd. De verantwoordelijkheden van de toezichthoudende overheid en van het Agentschap moeten gepreciseerd worden.

Er is ook een specifieke opdracht inzake de opvolging van stralings- en fysieke bescherming, die belangrijk is voor de mensen. Het TELERAD-systeem moet de straling van eventuele buitenlandse incidenten meten. De uitvoering en de opvolging van de door Siemens uitgevoerde audit moet voorrang krijgen. Actieve dosimetrie moet zorgen voor de nodige medische begeleiding van de aan ioniserende straling blootgestelde werknemers. Er is nood aan meer transparantie van de procedure bij incidenten of ongevallen met ioniserende straling. Er moet een actieplan worden uitgewerkt voor de radioactieve bliksemafleiders met een dwingend tijdpad.

Wij vragen dat de nodige wettelijke initiatieven worden genomen voor de uitvoering van de aanbevelingen en dat het Parlement op regelmatige basis wordt geïnformeerd over de vooruitgang in dit dossier. (*Applaus*)

23.02 Jacques Chabot (PS): De groep heeft maandenlang gewerkt, talrijke hoorzittingen georganiseerd en lange besprekingen gevoerd. Dit alles heeft geleid tot 44 aanbevelingen over dertien punten inzake de nucleaire veiligheid in België die voor verbetering vatbaar worden geacht. Ik wil de voorzitter van de werkgroep bedanken voor de kwaliteit van zijn werk en zijn goede humeur tijdens onze vergaderingen.

Die aanbevelingen werden geformuleerd door de vertegenwoordigers van de Natie; het gaat hier dus niet om een of andere simpele tekst die men morgen al mag vergeten! Wat moet men ervan onthouden? Eerst en vooral dat, ondanks de moeilijkheden die het Agentschap in zijn dagelijkse werking heeft gekend, de nucleaire veiligheid nooit in het gedrang is gekomen. We zijn verheugd dat het personeel zijn taak met de nodige ernst heeft verricht. Op dat vlak is ons land trouwens een referentie, al kunnen we voorzieningen altijd nog verbeteren.

Het huidige statuut van parastatale type C, onafhankelijk van de politieke overheden, dient te worden behouden. We willen de autonomie, de kwaliteit van het werk en de doorzichtigheid van het Agentschap versterken in overeenstemming met de internationale aanbevelingen.

Ik wil nog wijzen op enkele belangrijke aanbevelingen: de verbeteringen die op het stuk van het milieu en de gezondheid moeten worden aangebracht (door te zorgen voor een dosimetrie van de werknemers en de verbetering van de stralingsbescherming, inclusief de werking van Telerad), de transparantie van de nucleaire sector, een duidelijker communicatie tussen alle autoriteiten (het Parlement, de toeziend minister en het Agentschap), het werk van de Wetenschappelijke Raad van het Agentschap, het einde van de overgangsperiode met betrekking tot de fysieke controle van de nucleaire installaties.

Ik verheug mij over de aanbeveling met betrekking tot de instelling van een overheidsorgaan, een dochteronderneming van het Agentschap voor nucleaire controle, dat belast is met de fysieke controle van de nucleaire installaties. Dat was de enige wenselijke en mogelijke oplossing, en met die aanbeveling wordt de discussie over de toekomst van de nucleaire installaties in ons land gesloten. Er rest nog enkel de voorbereiding van een en ander, en dat werk moet zo snel mogelijk rond zijn!

Tot besluit hebben wij een belangrijke stap gezet, die bestaat in de uitwerking van een actieplan dat concreet gestalte krijgt via aanbevelingen. Nu is vooral de implementatie van de hervormingen belangrijk, teneinde de nucleaire veiligheid in ons land nog te verbeteren.

Ik heb er vertrouwen in, aangezien het Agentschap in de door het Parlement aangegeven weg wil voortgaan.

Tot slot wil ik onze laatste aanbeveling benadrukken, met name dat de volgende regering en de nieuwe parlementsleden onmiddellijk de nodige wetgevende initiatieven zouden nemen.

23.03 Philippe De Coene (sp.a-spirit): In de werkgroep en in de commissie Binnenlandse Zaken zijn we erin geslaagd om front te vormen rond een gemeenschappelijke opdracht. Meerderheid en oppositie zijn er na een genuanceerd debat in geslaagd de rangen te sluiten rond deze tekst. Ik ben bijzonder blij dat de CD&V deze resolutie zal steunen.

Deze resolutie is geen eindpunt, maar een begin. Ik zou de minister willen vragen om rekening te houden met deze resolutie. Dit is geen vodge papier. Als er in de toekomst KB's worden uitgevaardigd, dan moeten die rekening houden met deze resolutie. Elk misprijzen voor het Parlement is bijzonder misplaatst.

Veertien maanden geleden begon het debat over deze resolutie. Het is belangrijk dat het om een klare en duidelijke tekst gaat. Wij hadden namelijk vreselijke dingen vastgesteld. De nucleaire controle in dit land was ziek. Drie jaar geleden zei de erkende instelling die zich bezighoudt met de nucleaire controle op de grote sites, dat er een erosie van de veiligheidscultuur was. De minister kon onze vragen niet beantwoorden omdat er bedrijfseconomische belangen meespeelden. Daarop hebben we twee hoorzittingen gehouden met het FANC, waarna wij met meer vragen achterbleven dan wij antwoorden hadden gekregen. Het was een hallucinante vertoning.

Wij kregen een gezelschap te zien dat zich boven alles en iedereen verheven voelde. Wij werden haast

belachelijk gemaakt om de vragen die wij stelden over de nucleaire revisieprogramma's van Doel en Tihange en over het functioneren van het Agentschap en TELERAD. Toen stond een aantal klokkenluiders op, die het disfunctioneren bij het FANC niet meer konden aanzien. Onder hen bevinden zich ook ex-werknemers met zeer goede reputaties die de eer aan zichzelf hebben gehouden, en zelfs leden van de raad van bestuur.

Wij hebben daarop een werkgroep opgericht. Hoewel dat niet zonder slag of stoot ging, krijgen wij nu toch de steun van iedereen. Wij hebben het kaf van het koren moeten scheiden – er zijn immers ook altijd klokkenluiders met minder nobele motieven. Met gesloten deuren hebben wij ruim twintig mensen gehoord. Wij hebben hen uitgebreid en voluit laten praten. Aldus kregen wij een adequaat beeld van het disfunctioneren van het Agentschap.

Nu komt het erop aan van het FANC wel een goed werkend agentschap te maken en ervoor te zorgen dat de controle op de nucleaire instellingen functioneert. Wij doen daarvoor 44 aanbevelingen in deze resolutie, waarvan de ene belangrijker is dan de andere. Ik vermeld expliciet de punten 12 en 13 over de financiering en de relatie met de erkende instellingen.

Er is een overgangs-KB dat de relatie tussen het Agentschap en de erkende instellingen voorlopig regelt. Wij vinden dat daarin ook duidelijk moet worden vermeld dat de aanbevelingen van het Parlement moeten worden uitgevoerd. De sp.a zal daar waakzaam op toezien. Wij hebben geen veertien maanden voor niets gewerkt.

Wij kennen het onderzoek van Korn/Ferry. Daarin stond letterlijk dat het FANC geen enkele toegevoegde waarde heeft voor de nucleaire controle. Een aantal mensen die de problemen aan de kaak stelden, werden daarvoor gestraft en brutaal aan de deur gezet. Zij hadden het beste voor met het Agentschap en ik doe daarom een oproep aan het nieuwe management om deze mensen een nieuwe kans te geven. Zij beschikken immers over heel wat nuttige expertise.

Het Parlement moet het vooruitgangsproces bij het FANC met grote waakzaamheid volgen en controleren. Ook aan het nieuwe dossier, over de kosten voor het ontmantelen van de kerncentrales, zullen de nieuwe parlementsleden een vette kluit hebben. Ik hoop dat ze er hun tanden in zullen zetten. (*Applaus bij s.pa-spirit*)

23.04 Muriel Gerkens (ECOLO): In 2004 werd duidelijk dat het Federaal Agentschap voor nucleaire controle de deur openzette voor ongezonde praktijken in de relaties tussen erkende instellingen en directieleden van de kerncentrales.

De hoorzittingen in de commissie voor de Binnenlandse Zaken bleken al snel - voor iedereen trouwens, niet alleen voor sommige parlementsleden die tegen kernenergie zijn - uit te draaien op een ramp, want de commissie kon hoegenaamd geen genoeg nemen met de antwoorden van de verantwoordelijken die gehoord werden. De commissie heeft ingestemd met de oprichting van een werkgroep, die belast werd met het formuleren van aanbevelingen voor een betere werking van het Agentschap. Een evaluatie bracht de incompetentie van de top van het Agentschap aan het licht.

De partijkaart van de leden van de raad van bestuur woog kennelijk zwaarder door dan hun bekwaamheid bij hun benoeming, en dat gold ook voor de aanstelling van de eerste teams. Dat aspect wordt niet genoeg benadrukt in onze resolutie.

De regeringscommissaris, die de verbinding had moeten vormen tussen het Agentschap en de toezichthoudende minister, bleek moreel en politiek niet in staat om die disfuncties aan te klagen. We moeten dus permanent waakzaam zijn.

Het aantal personen dat beslagen is in kernenergie is in België vrij beperkt en het gaat dus om een besloten kringetje. Daarom moeten in de raad van bestuur ook personen van buiten de sector worden opgenomen, met andere bekwaamheden, zoals teambeheer, werkorganisatie, enz., om te kunnen nagaan of het Agentschap zijn opdrachten naar behoren vervult.

Uit de hoorzittingen is gebleken dat het Agentschap, sinds 2001, de regels die gewoonlijk op een organisatie van toepassing zijn, niet volgt. In onze resolutie hadden we de regering kunnen vragen de regels van behoorlijk bestuur te doen naleven, met een gepaste samenstelling van de raad van bestuur, organen

waarvan de rol duidelijk is omschreven, toezicht op het geleverde werk, los van het gevaar dat het aanwezige nucleaire materiaal inhoudt.

Controle houdt in dat er een lijst van de opslagplaatsen wordt opgesteld, en vereisten op het stuk van de veiligheid en beveiliging worden geformuleerd, controlemethodes worden uitgewerkt en er voor voldoende informatie-uitwisseling wordt gezorgd zodat er bij een foutmelding onmiddellijk kan worden opgetreden. Al die nochtans essentiële elementen werden door het Agentschap niet ingevuld.

We hebben ons ook vragen bij de werking van het TELERAD-systeem gesteld. Blijkbaar had het Agentschap gedurende een hele tijd niets over zijn werkinstrument te zeggen. De manier waarop men gegevens inzamelt, vertoont eveneens tal van gebreken. Met ons voorstel vragen we dat de maatregelen uit de jongste audit ter zake ook worden uitgevoerd.

Ik had er nog graag een bepaling aan willen toevoegen teneinde het Agentschap zeggenschap te geven over de instrumenten en software die voor werking van het TELERAD-systeem nodig zijn. Zo zou duidelijk vastgelegd zijn wie voor de controle verantwoordelijk is.

Wat de gezondheid van de werknemers betreft, zijn onze middelen ontoereikend omdat ze louter een passieve registratie toelaten.

Als parlementsleden hebben we te lang vanaf de zijlijn toegekeken hoe het Agentschap functioneerde. Daarom vragen we in de resolutie dat er jaarlijks verslag wordt uitgebracht en dat er een comité N wordt opgericht.

Dat verzoek werd ook door de werkgroep verworpen, wat ik betreur. Als de regering maatregelen neemt die tegen onze wensen ingaan, gaat ze er in zekere zin van uit dat de mening van het parlement niet meetelt.

We hebben interessant werk verricht dat we na het reces zullen voortzetten. Het TELERAD-netwerk is de grondslag voor de bescherming van de bevolking, tot in de kleinste uithoeken van ons land.

23.05 Willy Cortois (VLD): Door de hoge tijddruk staat er een aantal zaken in de resolutie die we niet zo overeengekomen waren. Samen met collega Dierickx heb ik een aantal algemene bedenkingen.

De nucleaire sector bevond zich mijns inziens niet in de catastrofale toestand die de heer De Coene hier heeft beschreven. Er was een aantal problemen dat voortvloeiende uit de vertrouwenscrisis die zich eind 2004 in het FANC voordeed. Die had niets te maken met een dreigend nucleair accident, maar alles met de klassieke tegenstelling tussen de directie en de raad van bestuur. Dat beide partijen vaak de media in hun strijd hebben ingeschakeld, heeft het vertrouwen geen goed gedaan.

Na een audit kwam een aantal tekortkomingen naar boven, onder andere wat de meetmethode betreft. Een betere en opener communicatie behoort tot de mogelijkheden, misschien ook een sneller en beter inzicht in de gegevens en een beter toezicht van de FANC. De veiligheid is echter nooit bedreigd geweest.

Ik betreur dat we voor het opstellen van de resolutie niet de tekst van de werkgroep hebben gebruikt waarin ook het minderheidsstandpunt aan bod kwam.

Bij aanbeveling 1 is het vasthouden aan de parastatale C volgens ons geen noodzaak. Het komt er op aan dat het FANC behoorlijk kan functioneren. De aanbevelingen 6 tot 11 handelen over directie en raad van bestuur. Wij zijn allen voorstander van corporate governance, maar dat is moeilijk toe te passen in een overheidsbedrijf dat wettelijk andere verplichtingen en werkwijzen kreeg opgelegd.

Uit de hearings is gebleken dat tijdens de vertrouwenscrisis veel mensen veel meer met hun eigen positie bezig waren dan met het functioneren van het FANC.

Het heikele punt is voor ons aanbeveling 12. Ons minderheidsstandpunt werd helaas geschrapt uit de

definitieve versie. Wij blijven erbij dat het voor de veiligheid beter is de regelgevende en de controlerende instanties strikt te scheiden.

De filialisering van de erkende instellingen schermst hun activiteiten af, zodat zij beveiligd zijn tegen mogelijke buitenlandse concurrentie. Het is een verkapte manier om de jarenlange monopoliepositie van de erkende instellingen veilig te stellen.

Alhoewel we het voorstel zullen goedkeuren, zijn we ongelukkig met aanbeveling 12.

De werkgroep heeft goed werk geleverd en ik denk dat de beleidsmakers en andere geïnteresseerden die het verslag ter hand zullen nemen, een vrij objectief beeld zullen krijgen van de werking van het FANC.

Ondanks enkele twijfels zullen we het geheel van de aanbevelingen goedkeuren, omdat het al met al vrij evenwichtig is. We willen ook op een constructieve, maar waarschuwendende wijze de hand reiken naar de leiding van het FANC. Een sterke regulator is nodig voor de bescherming van de bevolking tegen het gevaar van ioniserende stralingen. De politieke aandacht hiervoor mag dan ook niet aflaten. (*Applaus*)

23.06 Jean-Pol Henry (PS): Ik wil het helemaal niet over de werking van het Federaal Agentschap voor Nucleaire Controle hebben.

Ter gelegenheid van de laatste vergadering van de Kamer waaraan ik deelneem, zou ik van u allen afscheid willen nemen. Ik heb bijna een kwarteeuw in deze assemblee zitting gehad, een prestatie die reeds door een aantal collega's, van wie er een zich achter mij bevindt, overtroffen werd. Ik doe het uit persoonlijke overwegingen. Na de politiek wacht me een nieuw leven en ik heb ook niet het risico willen lopen om door de kiezers, de militanten of de politieke overheid aan de kant te worden geschoven. Mijn beslissing is ook ingegeven door een aantal hervormingen, in het bijzonder wat de pariteit en de grote kieskringen betreft, en door het feit dat de politici steeds meer mediafiguren worden.

Op twintig jaar tijd is men erin geslaagd dit land op een geheel vreedzame manier te hervormen. Men heeft het land ook uit het economisch en financieel slop gehaald, soms op brutale wijze. Maar wij zijn er ook in geslaagd een degelijk sociaal beleid te blijven voeren en dat beleid nog te verbeteren. Tijdens de jongste twee zittingsperiodes hebben wij ook werk gemaakt van een ethisch en vooruitstrevend beleid. België behoort daarmee tot de Europese koplopers.

Ik was nog zo naïef te geloven dat wij na de overdracht van bevoegdheden naar de Gewesten en Gemeenschappen opnieuw tegen een veel normaler tempo zouden kunnen werken. Dat was niet het geval. Nu werken wij van 's maandags tot 's vrijdags. Verrichten wij daarom efficiënter werk? Onze parlementaire activiteit wordt afgemeten aan het aantal mondelinge en schriftelijke vragen dat wij stellen en het aantal wetsvoorstellen dat wij ondertekenen. Ik heb echter nooit meegemaakt dat er telkens weer zoveel vragen gesteld werden over de basis van Koksijde of het militair hospitaal.

Mijnheer de voorzitter, u heeft onze instelling zeer goed verdedigd. In het verleden was dat niet altijd het geval, want zo was er ooit een Kamervoorzitter uit de provincie Luxemburg die niet met evenveel vuur en dezelfde deskundigheid is opgekomen voor het statuut van de parlementsleden. Na al die jaren heb ik niet de indruk dat het statuut van de parlementsleden erop is verbeterd, niet op financieel gebied en evenmin op fiscaal en sociaal vlak.

Heden loopt wie voor een politieke loopbaan kiest, heel wat gevaren, waarde collega's. Misschien zal u wel erg vlug door journalisten, sportvedetten of andere beroemdheden uit het maatschappelijk leven vervangen worden. Alsof de parlementariërs niet de burgermaatschappij zouden vertegenwoordigen!

Mijnheer De Croo, ik beken dat het niet gemakkelijk was om u als voorzitter te vervangen tijdens de enkele technische onderbrekingen en ten tijde van uw nekproblemen. U heeft deze assemblee immers met grote deskundigheid geleid, u steeds met toewijding van uw taak gekwetend en nooit verstek laten gaan.

Tot slot, beste vrienden, ben ik quaestor geworden. "De Quaestuur, dat is de echte macht!" had men mij gezegd. De Quaestuur is trouwens de geliefkoosde instelling van onze griffier. U mag hem gerust vragen hoezeer hij die dienst in zijn hart draagt. Ik had er recht op een prachtig kantoor. Mijnheer de voorzitter, u

heeft het nooit bezocht, want om tot daar te raken moet men eerst de loopbrug volgen, tot niveau –2 afdalen, de volledige parking oversteken – en hopen dat u uw badge niet vergeten is om de deur te openen -, de lift tot –3 nemen, door de tunnel lopen en dan met de lift opnieuw naar de 5^e verdieping gaan. Dan is het de derde deur aan de rechterkant. Trouwens, wanneer u de bel voor de stemmingen laat gaan, duurt het bijna een kwartier om in het halfroond te raken, als men de bel tenminste gehoord heeft.

We hebben resultaten geboekt: we hebben Max Havelaar-koffie gekocht en hebben nieuwe uniformen voor ons personeel gekozen. Op twee punten hebben we echter gefaald: de betere akoestische kwaliteit van onze assemblee en de kwaliteit van het restaurant. Gisteravond nog hebben we aan het buffet mogen aanzitten. Mijnheer de voorzitter, ik begrijp u, net zoals ik de voorzitter van de Quaestuur begrijp, die het restaurant nooit bezoekt, maar toch sta ik paf. Ik heb ervoor gepleit dat we bij het einde van de zittingsperiode van een aantrekkelijk en kwalitatief hoogstaand buffet zouden kunnen genieten en dat we gezellig zouden kunnen tafelen. Ik moet echter vaststellen dat de nagerechten werden afgeschaft en dat aanzienlijk op de kaasporties werd bekniibeld.

Maar alle gekheid op een stokje, ik moet zeggen dat het personeel van deze assemblee zich onderscheidt door zijn uitzonderlijke kwaliteit. Misschien echter worden we gehinderd door zware, verzuilde structuren. In ieder geval zijn we voor bepaalde aangelegenheden gebonden aan de Senaat, die minder blijk heeft gegeven van reflectief vermogen dan van inertie en koudwatervrees.

(Nederlands) Ik wil ook afscheid nemen van mijn Vlaamse vrienden en collega's. Ik heb iedereen altijd correct willen behandelen, ook diegenen die ik politiek bestreed.

Op de Normaalschool heb ik leraren gehad die mij verplichtten om Nederlands te spreken. Zo heb ik de kans gehad om kennis te maken met de Vlaamse geschiedenis, de Vlaamse Beweging en de Vlaamse literatuur, van Hadewych tot Claus. Ik heb veel begrip voor de strijd van het Vlaamse volk om erkenning binnen de Belgische Staat.

Ik ben mijn politieke loopbaan begonnen in een dorp nabij Charleroi, waar zowat de helft van de bevolking afkomstig was uit Vlaanderen, allemaal mensen die hun heil kwamen zoeken in de mijnbouw en de landbouw. Tot twintig jaar geleden werd er nog een mis opgedragen in het Nederlands en er was ook een Vlaams toneelgezelschap. Er wordt in Vlaanderen te dikwijls een karikatuur gemaakt van Wallonië en de Walen. Laten we niet vergeten dat er in dat Wallonië duizenden Vlamingen wonen en werken.

Het is ieders plicht om de eigen taal en cultuur luister te geven, maar dit mag nooit ten koste gaan van andere talen en culturen, noch van individuele rechten en vrijheden.

(Frans) Vrijheid is altijd de leidraad geweest van mijn politieke en individuele actie. Ik heb mij altijd verzet tegen waarheden waarmee men mij om de oren sloeg en heb altijd naar individuele vrijheid gestreefd.

Ik denk dat ik daar voor mijzelf in geslaagd ben. Maar hoe kan men daar zelf blij om zijn terwijl miljarden mannen en vrouwen van vrijheid verstoken zijn? Om ons hoofddoel, de bevrijding van de mens, te bereiken, moet er vooral geïnvesteerd worden in onderwijs en cultuur, moet er worden gezorgd voor een correcte bezoldiging, een kwaliteitsvolle gezondheidszorg, een degelijk pensioen en een behoorlijke huisvesting.

Ik blijf er dan ook van overtuigd dat er voor de Staat een belangrijke rol is weggelegd en dat de rijkdom beter moet worden verdeeld en ik denk dat de linkse partijen achter dat discours staan.

Bij het verlaten van deze tribune, en niettegenstaande de vriendschappen die ik heb aangeknoopt met leden van deze assemblee, aan wie ik trouwens alle succes toewens in hun verdere beroeps- en privéleven, en zelfs op politiek vlak, wil ik in de eerste plaats mijn vrienden van de PS-fractie veel succes toewensen.
(Applaus op alle banken)

De **voorzitter**: Deze toespraak paste eigenlijk niet in het kader van dit agendapunt, maar hij kwam recht uit het hart en dat doet plezier. Men mag het mij dan ook niet kwalijk nemen dat ik het Reglement gedurende enkele minuten uit het oog heb verloren. Dit is niet het parlementslid dat zich tot het andere parlementslid

richt, maar wel de ene vriend die de andere dankt.

23.07 **Simonne Creyf** (CD&V): Ik verkeer in dezelfde situatie als de heer Henry, maar ik zal het toch over het onderwerp van de resolutie hebben: het FANC.

De resolutie bewijst dat er goed werk is geleverd in de werkgroep. Voor de CD&V-bijdrage verwijs ik naar onze resolutie die aan het verslag is toegevoegd.

Uit verschillende parlementaire interventies de voorbije jaren bleek dat er iets misliep in het FANC. Alleen dit feit al had de voogdijminister ertoe moeten aanzetten om veel sneller en adequater op te treden. Dankzij de werkgroep heeft men meer zicht gekregen op de tekortkomingen. Er is sprake van een belangrijke politieke verantwoordelijkheid. De opeenvolgende bevoegde ministers hadden in het verleden onvoldoende aandacht voor de nucleaire veiligheid en de uitbouw van het FANC. De voorzitter en de leden van de raad van bestuur en de regeringscommissaris kenden de disfuncties bij het FANC. De regeringscommissaris heeft echter nooit zijn veto gebruikt. Het is een verantwoordelijkheid van de politiek dat personen zonder het passende profiel werden benoemd. Men mag niet alles in de schoen schuiven van die ambtenaren die na een audit opzij zijn gezet.

Wij betreuren dat naast de audit van Korn/Ferry de bevoegde minister geen opdracht gaf aan het Internationaal Atoomenergieagentschap (IAEA) voor een audit of een *peer review*. Het rapport Korn/Ferry lichtte politiek geplaatste personen door, niet de werking van het agentschap. Een audit van het IAEA had zinvolle aanbevelingen kunnen opleveren voor de werking van het FANC.

De nieuwe organieke wet vroeg om opvolging en een actief overheidsoptreden. Men heeft evenwel niet de consequenties getrokken uit het nieuwe wetgevende kader. Het duurde te lang voor men de nodige KB's nam. De wet ging ervan uit dat er een totale opslorping zou komen van de taken van de erkende instellingen. Wij zijn het hiermee niet eens, maar we vinden een volledige loskoppeling van de erkende instellingen evenmin een goede zaak. Wij zijn verheugd dat de werkgroep ons voorstel tot oprichting van een dochteronderneming in de vorm van een nv onder publiek recht aanvaardde.

Inzake de organisatie van de nucleaire controle is er een specifieke afdeling voor de regulering van de nucleaire veiligheid van klasse 1, de nucleaire installaties dus. Daarnaast is er een afdeling voor de organisatie van de stralingsbescherming in industriële en medische toepassingen. Klasse 3 mag men niet onderschatten, want mensen kunnen dagelijks in aanraking komen met straling in het ziekenhuis of bij de tandarts. Helaas ontbreekt ook de koppeling aan databanken volledig. Een behoorlijke nucleaire controle moet kunnen beschikken over de nodige databanken, waarbij alle verslaggeving over de controles wordt samengebracht.

Ik hoop dat het Parlement in de toekomst werk zal maken van de opvolging van de resolutie. Ik reken daarvoor op de collega's na mij, want dit is mijn laatste parlementaire interventie na 18 jaar politiek mandaat. Ik vertrek met fierheid en dankbaarheid uit dit Parlement, dat toch het hart van de democratie is. Ik dank alle diensten van het Parlement, in het bijzonder de tolken, verslaggevers en bodes met wie we dagelijks te maken hebben. Ik dank alle collega's en wens iedereen het beste voor de toekomst. (*Langdurig applaus*)

De **voorzitter**: De laatste interventie van mevrouw Creyf blonk weer uit door inhoud, stijl, kennis en allure, zoals we dat gewoon zijn van haar, maar nu ontdekten we ook de emotie. Ik wens onze collega het beste.

De bespreking is gesloten.

De **voorzitter**: Wij gaan nu over tot de paragraafsgewijze bespreking van deze wat bijzondere resolutie, die de vrucht is van de noeste arbeid van de werkgroep.

Er werden geen amendementen ingediend of heringediend.

De stemming over het voorstel van resolutie zal later plaatsvinden.

24 Wetsontwerp houdende instemming met het samenwerkingsakkoord tussen de Federale Overheid, het Waalse Gewest, het Vlaamse Gewest en het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest inzake de uitvoering van sommige bepalingen van het protocol van Kyoto, afgesloten te Brussel, op 19 februari 2007 (3086/1-2)

Overgezonden door de Senaat

Algemene bespreking

De algemene bespreking is geopend.

24.01 Yvan Mayeur, rapporteur: Dit samenwerkingsakkoord betreffende de bepalingen van het protocol van Kyoto strekt ertoe de zogenaamde "linking directive" (richtlijn 2004/202/EG) en de bepalingen van het protocol van Kyoto en van de akkoorden van Marrakesh betreffende de flexibiliteitsmechanismen in Belgisch nationaal recht om te zetten.

Met dit akkoord wordt de procedure voor de tenuitvoerlegging conform de akkoorden van Marrakesh en de Europese regelgeving vastgelegd.

De Nationale Klimaatcommissie wordt aangewezen als aanspreekpunt en nationale autoriteit voor de goedkeuringsprocedure van de projectactiviteiten.

Het samenwerkingsakkoord bevat ook een uitgebreide procedure voor het geval een Gewest gedurende de eerste verbintenissenperiode een tekort of een overschot aan Kyoto-eenheden zou hebben.

De artikelen werden eenparig aangenomen door de leden van de commissie, die uitzonderlijk, en ook voor het laatst, werd voorgezeten door onze collega Pierrette Cahay-André. Ik dank onze collega voor al het werk dat zij verzet heeft. (*Applaus*)

De **voorzitter**: De algemene bespreking is gesloten.

Bespreking van de artikelen

Wij vatten de bespreking van de artikelen aan. De door de commissie verbeterde tekst geldt als basis voor de bespreking. (Rgt 85, 4) (3086/1)

Het wetsontwerp telt 3 artikelen.

Er werden geen amendementen ingediend.

De artikelen 1 tot 3 worden artikel per artikel aangenomen alsmede de bijlagen.

De bespreking van de artikelen is gesloten. De stemming over het geheel zal later plaatsvinden.

25 Wetsontwerp houdende diverse maatregelen inzake de heling en de inbeslagneming (1603/5-6)

Geamendeerd door de Senaat

Overeenkomstig artikel 87 van het Reglement wordt geen algemene bespreking in plenaire vergadering gewijd aan een wetsontwerp dat door de Senaat naar de Kamer is teruggestuurd, tenzij de Conferentie van voorzitters anders beslist.

25.01 Jean-Pierre Malmendier, rapporteur: Daar het ontwerp met eenparigheid van stemmen werd

aangenomen in de commissie, verwijs ik naar het schriftelijk verslag.

Bespreking van de artikelen

Wij vatten de bespreking van de artikelen aan. De door de commissie aangenomen tekst geldt als basis voor de bespreking. (Rgt 85, 4) (1603/5)

Het wetsontwerp telt 4 artikelen.

Er werden geen amendementen ingediend.

De artikelen 1 tot 4 worden artikel per artikel aangenomen.

De bespreking van de artikelen is gesloten. De stemming over het geheel zal later plaatsvinden.

Reglement van de Kamer

26 Voorstel tot wijziging van het Reglement wat betreft de opvolging van de Europese besluitvorming (2337/1-3)

- Voorstel tot wijziging van het Reglement, om te voorzien in een systematisch toezicht op de inachtneming van het subsidiariteits- en het evenredigheidsbeginsel in verband met de door de Kamer van volksvertegenwoordigers geselecteerde Europese teksten (2930/1-2)

Bespreking

De door de commissie aangenomen tekst geldt als basis voor de bespreking. (Rgt 85, 4) (2337/3)

De bespreking is geopend.

26.01 Annemie Roppe, rapporteur: De commissie voor het Reglement besprak tijdens drie bijeenkomsten voorstellen tot wijziging van het Reglement inzake de opvolging van de Europese besluitvorming en inzake het systematisch toezicht op het evenredigheids- en subsidiariteitsbeginsel in verband met door de Kamer geselecteerde Europese teksten. De voorstellen hadden tot doel tijdens de werkzaamheden van de Kamer meer aandacht te hebben voor Europa. Op verzoek van de voorzitter werd ook een tekst over hetzelfde onderwerp besproken die de diensten maakten in opdracht van de Conferentie van voorzitters.

De aanstelling van 'europromotoren' was al een poging om het voorbereidend werk inzake Europese wetgeving beter in te vullen, maar leverde niet het gewenste resultaat op. Alle commissieleden vonden dat de betrokkenheid van de Kamer beter kan, maar ze raakten het niet eens over de manier waarop dat het best kan. Na diverse besprekingen werkten de diensten van de Kamer een sneuveltekst uit die de commissie eenparig aannam.

(Mevrouw Roppe leest de tekst van document 51 2337/003 voor)

De samenhangigheid en samenwerking die ik in dit huis mocht ervaren, vervult me met dank. Als de Limburgse kiezers me een nieuw mandaat schenken, zal ik proberen hun vertrouwen niet te beschamen. *(Applaus)*

26.02 Hilde Vautmans (VLD): De helft van onze nationale wetgeving spruit voort uit Europese richtlijnen, maar de aandacht van het Parlement voor Europa is erg klein. We kunnen controle uitoefenen via mondelinge vragen, via de bespreking van de omzetting van richtlijnen en via resoluties, maar slechts 5 procent van de mondelinge vragen gaat over Europa. De bepaling in het Reglement dat commissies één keer per maand Europese aangelegenheden moeten bespreken, is in deze regeerperiode niet vaak toegepast. Het federaal adviescomité voor Europese Zaken bespreekt veeleer de evolutie binnen de Europese Raad dan de Europese keuzes die ons bestel en ons leven beïnvloeden.

De VLD keurde deze tekst goed, maar nog liever hadden we de oprichting gezien van een volwaardige commissie Europese Zaken. In de buurlanden bestaat zo een commissie al. Ze ontslaat de bestaande commissies overigens niet van de plicht de Europese ontwikkelingen ook zelf te blijven onderzoeken. Hopelijk kunnen we van zo een nieuwe commissie werk maken in de volgende regeerperiode.

De reglementswijziging is desalniettemin een flinke stap vooruit. De commissievoorzitters en -secretarissen moeten toezien op de naleving ervan. *(Applaus)*

De bespreking is gesloten.

Er werden geen amendementen ingediend of heringediend.

De stemming over het voorstel tot wijziging van het Reglement zal later plaatsvinden.

De vergadering wordt gesloten om 18.46 uur. Volgende vergadering donderdag 26 april 2007 om 19 uur.